

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 44

31 janvier 1997

SOMMAIRE

Actiest S.A., Luxembourg	page 2108	Holding A. Guigan S.A. Luxembourg	2073
Adia Luxembourg S.A., Luxembourg	2067	Intermarket Fund S.A., Luxembourg	2074
B.A.P. S.A., Luxembourg	2111	Intermarket Multicurrency Fund, Sicav, Luxembourg	2074
Benelux Distribution Systems S.A., Luxembourg . .	2069	International Capital Group S.A., Luxembourg . . .	2075
Bieler Venture AG, Luxembourg	2069	I.T.I. S.A., Luxembourg	2075
Bio-Products and Bio-Engineering S.A., Luxembourg	2070	Kocham S.A., Luxemburg	2078, 2083
Biscarrosse Holding S.A., Luxembourg	2068	Laboratoires Homéopathiques du Luxembourg,	
Buffalo Fund, Fonds Commun de Placement	2089	Foetz	2075
Chramer Holdings S.A., Luxembourg	2070	Lora S.A., Luxembourg	2088
Clip Connection S.A., Capellen	2070, 2071	L.I.V., Luxemburgische Immobilien-Verwaltung S.A.,	
Cobelpin S.A., Luxembourg	2071	Luxembourg	2106
Cogimmo S.A., Esch-sur-Alzette	2071	Lynch Batailley S.A., Luxembourg	2110
Commercial Operations for the Middle East Holding		MDJ S.A., Luxembourg	2110
S.A.	2066	M.D.Z. S.A., Luxembourg	2109
Concept Management S.A., Luxembourg	2071	(The) Middle East Contracting Company Holding	
Cosmos Finance S.A., Luxembourg	2071, 2072	S.A.	2066
Cougar Fund, Fonds Commun de Placement	2096	Monterrey Stores International Corporation S.A.,	
Cragnotti & Partners Capital Investment S.A., Lu-		Luxembourg	2110
xembourg	2072	Nika, S.à r.l., Luxembourg	2083
Deya S.A., Luxembourg	2105, 2106	Pallas Invest S.A.H., Luxembourg	2086, 2088
Domani S.A., Luxembourg	2073	PIOSA - Participations Industrielles S.A., Luxembourg	2104
Draco S.A., Luxembourg	2073	Placindus S.A., Luxembourg	2111
East Partners S.A., Luxembourg	2112	Royalty Holding S.A.	2066
Eberno S.A., Luxembourg	2112	Schilling Garant, Sicav, Luxembourg	2112
E.I.B, Electricité Industrielle et Bâtiments, S.à r.l.,		Standard Fund Management (Luxembourg) Umbrella	
Hesperange	2085	Fund, Luxembourg	2110
Enclave S.A., Luxembourg	2074	Tami S.A., Luxembourg	2111
Equinoxe S.A., Luxembourg	2074	Touristik International Holding S.A.	2066
Eurosit S.A., Luxembourg	2075	Vico S.A., Luxembourg	2066
FINGECO LUX, Finance, Gestion Consultant Luxem-		Victoria Rei S.A., Luxembourg	2066
bourg S.A., Luxembourg	2076	Video International Production, S.à r.l.	2066
Geofond Holdings S.A., Luxembourg	2075	Video Travel International, S.à r.l., Munsbach	2067
Geraforum Kirchberg S.A., Luxembourg	2074	V.T.L., Video Team Luxembourg, S.à r.l., Cents . . .	2067
Gerash, S.à r.l., Luxembourg	2072	Wanmaiden S.A., Luxembourg	2068
Goldrose S.A.H., Nothum	2111	Woodsmore-Lux S.A., Luxembourg	2068
Hepta S.A., Luxembourg	2069	Zang-Kebap, GmbH, Remich	2068

**THE MIDDLE EAST CONTRACTING COMPANY HOLDING S.A., Société Anonyme,
TOURISTIK INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme,
VIDEO INTERNATIONAL PRODUCTION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
COMMERCIAL OPERATIONS FOR THE MIDDLE EAST HOLDING S.A., Société Anonyme,
ROYALTY HOLDING S.A., Société Anonyme.**

CLOTURE DE LIQUIDATIONS

Par jugements rendus en date du 19 décembre 1996, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu Madame le Juge-Commissaire Elisabeth Capesius en son rapport oral, le liquidateur Maître Marco Fritsch, avocat-avoué et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidations des sociétés suivantes THE MIDDLE EAST CONTRACTING COMPANY HOLDING S.A., TOURISTIK INTERNATIONAL HOLDING S.A., VIDEO INTERNATIONAL PRODUCTION, S.à r.l., COMMERCIAL OPERATIONS FOR THE MIDDLE EAST HOLDING S.A., ROYALTY HOLDING S.A., et a mis les frais à la charge du Trésor.

Pour extrait conforme
Le liquidateur
M. Fritsch

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 1997, vol. 488, fol. 57, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(02695/999/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 1997.

VICTORIA REI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 49.823.

Constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 19 décembre 1994, publié au Mémorial, Recueil C, n° 166 du 11 avril 1995.

Lors de la réunion du conseil d'administration de la VICTORIA REI S.A. qui s'est tenue le 3 octobre 1996, le conseil a décidé de nommer Monsieur Fabrizio Ferrari Sardagna président du conseil d'administration.

Luxembourg, le 11 novembre 1996.

Pour la société VICTORIA REI S.A.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 1996, vol. 486, fol. 75, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41605/622/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 1996.

VICO, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 14.687.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-quatre octobre.
Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme VICO, ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 14.687, constituée suivant acte notarié en date du 14 décembre 1976, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 35 du 11 février 1977 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 22 décembre 1983, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 36 du 9 février 1984.

L'Assemblée est ouverte à dix-sept heures sous la présidence de Monsieur Noël Didier, employé privé, demeurant à Hondelange,

qui désigne comme secrétaire, Madame Marie-José Protin, employée privée, demeurant à Arlon.

L'Assemblée choisit comme scrutateur, Mademoiselle Sylvie Arpea, employée privée, demeurant à Audun-le-Tiche.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

Décision sur l'apport de l'universalité de son patrimoine à plusieurs sociétés en voie de création ou préexistantes conformément à l'article 4-1 de la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux.

Cet apport sera rémunéré exclusivement par l'attribution d'actions.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur le point porté à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix attachées aux actions ayant droit de vote, la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide d'apporter l'universalité de son patrimoine, rien excepté ni réservé, en conformité avec l'article 4-1 de la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales:

a) aux sociétés préexistantes suivantes:

- 1) SIFRABEL S.A., société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg;
- 2) DOMANIAL S.A., société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg;

b) aux sociétés suivantes en voie de formation:

- 1) ROLAJOL INVESTISSEMENTS S.A., société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg;
- 2) JENNEBIERG S.A., société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg;
- 3) FINANCIERE STEEWEE S.A., société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg.

Les apports seront rémunérés exclusivement par l'attribution d'actions qui seront émises au profit de la société VICO.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. Didier, M.J. Protin, S. Arpea, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 31 octobre 1996, vol. 94S, fol. 10, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 1996.

F. Baden.

(41604/200/63) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 1996.

VIDEO TRAVEL INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach.

R. C. Luxembourg B 22.535.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 15 novembre 1996, vol. 486, fol. 70, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 1996.

(41606/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 1996.

V.T.L., VIDEO TEAM LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1319 Cents.

R. C. Luxembourg B 26.392.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 15 novembre 1996, vol. 486, fol. 70, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 1996.

(41607/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 1996.

ADIA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 26.120.

Le bilan au 30 septembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 85, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour ADIA LUXEMBOURG S.A.

Son mandataire

(41634/298/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

WANMAIDEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 23.789.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 1996, le mandat des administrateurs, MM. Jean Bodoni, Marcello Ferretti, Guy Kettmann ainsi que celui du commissaire aux comptes FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG, Luxembourg, ont été renouvelés pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 1999.

Luxembourg, le 19 novembre 1996.

Pour WANMAIDEN S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

P. Frédéric

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 82, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41608/006/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 1996.

WOODSMORE-LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 103, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 27.166.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 1996, vol. 486, fol. 78, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 7 juin 1996

L'Assemblée accepte, à l'unanimité, la démission de Monsieur Emile Vogt, Administrateur.

Luxembourg, le 21 novembre 1996.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION
LUXEMBOURG S.A.

Signature

(41609/550/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 1996.

ZANG-KEBAP, G.m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-5550 Remich, 10, rue de Macher.

AUFLÖSUNG

Auszug

Laut Urkunde, aufgenommen durch Notar Emile Schlessler, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, am 15. Oktober 1996, einregistriert in Luxemburg, am 18. Oktober 1996, Band 93S, Blatt 88, Fach 1, wurde die Gesellschaft mit beschränkter Haftung ZANG-KEBAP, G.m.b.H., mit Sitz in L-5550 Remich, 10, rue de Macher, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter Sektion B und Nummer 51.672, aufgelöst.

Die Liquidation ist den Rechten der Gesellschafter entsprechend erfolgt und die Bücher der Gesellschaft werden während fünf Jahren in D-66839 Schmelz, Hornrichtstrasse, 22, aufbewahrt.

Für gleichlautenden Auszug, auf stempelfreiem Papier, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 20. November 1996.

E. Schlessler.

(41610/227/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 1996.

BISCARROSSE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 13, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 15.603.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 485, fol. 85, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

AFFECTATION DES RESULTATS

La perte de l'exercice de USD 495.412,71 est reportée à nouveau.

Le mandat des administrateurs et celui du commissaire aux comptes sont reconduits jusqu'à l'assemblée générale statuant sur l'exercice au 31 décembre 1996

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 1996.

BISCARROSSE HOLDING S.A.

Signature

(41641/020/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

BENELUX DISTRIBUTION SYSTEMS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 50.762.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 83, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour la société
INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signature

(41637/729/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

BENELUX DISTRIBUTION SYSTEMS S.A., Société Anonyme

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 50.762.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 20 novembre 1996

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire de la société anonyme BENELUX DISTRIBUTION SYSTEMS S.A., tenue à Luxembourg, le 20 novembre 1996, que:

- abstraction des délais et formalités de convocation a été faite;
- les comptes annuels au 31 décembre 1995 ont été approuvés et que le résultat, qui est une perte de 16.615 NLG, a été reportée à l'exercice suivant;
- décharge pleine et entière a été donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes au titre de l'exercice 1995.

Pour extrait conforme,
Pour la société
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 83, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41638/729/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

BIELER VENTURE A.G., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 51.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 20 novembre 1996, vol. 486, fol. 80, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour la société
Signature
Un mandataire

(41639/595/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

HEPTA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 20.620.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 86, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 novembre 1996.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE
Signature

(41673/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

HEPTA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 20.620.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 86, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 novembre 1996.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE
Signature

(41674/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

BIO-PRODUCTS AND BIO-ENGINEERING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 45, rue N.S. Pierret.
R. C. Luxembourg B 55.891.

Extrait des résolutions prises par le Conseil Général en date du 11 novembre 1996

Dr. Johann Eibl, chimiste, résidant à Vienne (Autriche), est coopté administrateur en remplacement du Dr. Albert Gnägi, démissionnaire.

Dr. Johann Eibl terminera le mandat du Dr. Albert Gnägi, venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2002.

La démission du Dr. Albert Gnägi et la décharge à lui donner pour sa gestion, de même que la cooptation du Dr. Johann Eibl seront soumises à la prochaine Assemblée Générale.

Pour extrait sincère et conforme
BIO-PRODUCTS AND BIO-ENGINEERING S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 81, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41640/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

CHRAMER HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 8, avenue Marie-Thérèse.
R. C. Luxembourg B 56.465.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg
le 20 novembre 1996 à 10.00 heures
Résolution*

L'Assemblée accepte la démission de Messieurs Jean-Marie Bondioli et Arnaud Dubois et nomme en leur remplacement Messieurs Daniel Hussin et Jean Souillard qui termineront leur mandat.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

N. Pollefort
Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 1996, vol. 486, fol. 91, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41644/046/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

CLIP CONNECTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8325 Capellen, 3, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 29.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 1991, enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 486, fol. 1, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

(41645/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

CLIP CONNECTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8325 Capellen, 3, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 29.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 1992, enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 486, fol. 1, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

(41646/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

CLIP CONNECTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8325 Capellen, 3, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 29.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 1993, enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 486, fol. 1, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

(41647/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

CLIP CONNECTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8325 Capellen, 3, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 29.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 486, fol. 1, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

(41648/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

CLIP CONNECTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8325 Capellen, 3, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 29.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 486, fol. 1, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

(41649/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

COBELPIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 41.075.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 1996, vol. 486, fol. 80, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

COBELPIN S.A.

Signature

(41650/595/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

COGIMMO, Société Anonyme.

Siège social: Esch-sur-Alzette, 108, route de Mondercange.
R. C. Luxembourg B 47.725.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 13 novembre 1996, vol. 304, fol. 81, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 22 novembre 1996.

Signatures.

(41651/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

CONCEPT MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 44.406.

Le bilan au 31 mai 1996, enregistré à Luxembourg, le 8 novembre 1996, vol. 486, fol. 39, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 1996.

Pour CONCEPT MANAGEMENT S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

Signatures

(41652/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

COSMOS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2729 Luxembourg, 8, rue St. Willibrord.
R. C. Luxembourg B 36.877.

Les comptes annuels au 31 décembre 1991, enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 486, fol. 1, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

(41653/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

COSMOS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2729 Luxembourg, 8, rue St. Willibrord.
R. C. Luxembourg B 36.877.

Les comptes annuels au 31 décembre 1992, enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 486, fol. 1, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

(41654/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

COSMOS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2729 Luxembourg, 8, rue St. Willibrord.
R. C. Luxembourg B 36.877.

Les comptes annuels au 31 décembre 1993, enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 486, fol. 1, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

(41655/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

COSMOS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2729 Luxembourg, 8, rue St. Willibrord.
R. C. Luxembourg B 36.877.

Les comptes annuels au 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 486, fol. 1, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

(41656/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

COSMOS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2729 Luxembourg, 8, rue St. Willibrord.
R. C. Luxembourg B 36.877.

Les comptes annuels au 31 décembre 1995, enregistrés à Luxembourg, le 28 octobre 1996, vol. 486, fol. 1, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

(41657/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

CRAGNOTTI & PARTNERS CAPITAL INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 36.779.

Monsieur Stanislas M. Yassukovich a démissionné de son poste d'administrateur avec effet au 30 octobre 1996.

Pour extrait conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 86, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41658/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

GERASH, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal, Royal Rome I.
R. C. Luxembourg B 52.718.

*Conseil de gérance tenu le 18 septembre 1996 à 11.00 heures à présenter
à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires*

Gérant présent: – HALSEY, S.à r.l., avec siège social à L-2449 Luxembourg, Royal Rome I, 3, boulevard Royal.
Gérant représenté: – M. Philippe Decroix, directeur de sociétés, résidant au 33, Château Malrome,
F-33490 Saint-André Du Bois, France.

Le gérant présent et le gérant représenté déclarent avoir renoncé à une convocation spéciale et préalable.

Les gérants ont décidé de remettre un rapport à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires comme suit:

«Messieurs,

En conformité avec la loi, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation les comptes annuels pour l'exercice clôturé le 31 décembre 1995.

Vous constaterez que cet exercice se solde par une perte de 417.075,- LUF.

Le conseil de gérance propose de reporter cette perte à l'année suivante et de poursuivre l'activité de la société malgré une perte de plus des trois quarts du capital social. Vu les perspectives favorables, nous sommes certains que cette dette sera épurée dans quelques années.

A notre connaissance, il n'y a pas eu de transactions ni d'opérations depuis le 31 décembre 1995 qui peuvent influencer la situation financière qui vous est présentée.

Dans le cadre de nos activités, nous n'avons pas fait d'investissements dans le domaine de la recherche scientifique.

Après avoir pris connaissance du bilan, du compte de résultats et du présent rapport, vous voudrez bien donner aux gérants décharge de leur mandat pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 1995.»

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée prend fin à 12.00 heures.

Fait à Luxembourg, le 18 septembre 1996.

HALSEY, S.à r.l.

Pour P. Decroix

Signature

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 1996, vol. 485, fol. 87, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Délivrée aux fins de dépôt au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

Luxembourg, le 21 novembre 1996.

A. Schwachtgen.

(41672/230/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

DOMANI S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 37.410.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 86, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE

Signature

(41659/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

DRACO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 35.706.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 86, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE

Signature

(41660/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

HOLDING A. GUIGAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 13, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 30.758.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 85, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

AFFECTATION DES RESULTATS

La perte totale de LUF 1.939.209,-, provenant des pertes reportées des exercices antérieurs de 1.621.017,- et de la perte de l'exercice de LUF 318.192,-, est reportée à nouveau.

L'activité de la société est continuée malgré cette perte qui dépasse le capital social.

Conseil d'administration

Rico Barandun, administrateur-délégué de banque, Luxembourg;

Paul Harr, membre de direction, Luxembourg;

Werner Loretz, membre de direction, Luxembourg.

Les mandats sont reconduits jusqu'à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 1996.

Commissaire aux comptes

KPMG FIDES PEAT, Lausanne.

Le mandat est reconduit jusqu'à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 1996.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Signature

(41675/020/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

GERAFORUM KIRCHBERG S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1852 Luxemburg, 9, rue Kalchesbrück.
H. R. Luxemburg B 52.879.

AUSZUG

Durch Beschluß des Verwaltungsrates vom 15. November 1996 wurden Herr Murray S. Church, Architekt, wohnhaft in L-8151 Bridel, 13A, rue de Schoenfels, und Herr Walter Linden, Kaufmann, wohnhaft in D-68535 Edingen-Neckarhausen, Rosenstraße 46, zu Geschäftsleitern ernannt, die mit allen Befugnissen der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft unter ihrer gemeinsamen Unterschrift betraut sind.

Für alle bei den Bankverbindungen der GERAFORUM KIRCHBERG S.A. unterhaltenen Konten sind beide Geschäftsleiter gemeinsam zeichnungsberechtigt.

Für die Gesellschaft
Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 83, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41671/267/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

ENCLAVE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxemburg B 32.816.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 86, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE
Signature

(41662/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

EQUINOXE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxemburg B 29.779.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 86, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE
Signature

(41665/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

INTERMARKET FUND, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxemburg B 8.622.

Le bilan au 31 mars 1996, enregistré à Luxembourg, le 7 novembre 1996, vol. 486, fol. 34, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 1996.

Pour INTERMARKET FUND S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
Signatures

(41677/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

INTERMARKET MULTICURRENCY FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxemburg B 40.487.

Le bilan au 31 mars 1996, enregistré à Luxembourg, le 4 novembre 1996, vol. 486, fol. 20, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 1996.

Pour INTERMARKET MULTICURRENCY FUND, SICAV
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
Signatures

(41678/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

EUROSIT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 42.860.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 86, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE

Signature

(41666/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

GEOFOND HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 8, avenue Marie-Thérèse.
R. C. Luxembourg B 56.472.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration
tenue à Luxembourg, le 14 novembre 1996 à 9.30 heures*

Résolution

Le conseil prend acte de la démission de Monsieur Arnaud Dubois et nomme en son remplacement, conformément à l'article 51 de la loi, Monsieur Guy Genin, employé privé, Luxembourg, qui terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera ratifiée par la prochaine assemblée générale.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10.00 heures.

Réquisition pour modification d'une inscription au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

N. Pollefort

Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 1996, vol. 486, fol. 91, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41670/046/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

INTERNATIONAL CAPITAL GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 56.180.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision circulaire du conseil d'administration du 29 août 1996, que Monsieur Gaëtan Carnot a été nommé administrateur-délégué avec pouvoir de gestion journalière sous sa seule signature.

Luxembourg, le 19 novembre 1996.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 1996, vol. 486, fol. 79, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41679/534/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

I.T.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 27.211.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 86, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE

Signature

(41682/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

LABORATOIRES HOMEOPATHIQUES DU LUXEMBOURG.

Siège social: Foetz.
R. C. Luxembourg B 17.214.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 novembre 1996, vol. 304, fol. 88, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(41685/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

FINGECO LUX, FINANCE, GESTION CONSULTANT LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 4A, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le douze novembre.

Par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

1. La société anonyme de droit suisse FINCOGEST S.A., avec siège social à CH-1207 Genève, 1, Carrefour de Rive, ici représentée par Madame Marie-Béatrice Wingerter-Lorang, maître en droit, demeurant à L-1255 Luxembourg, 6, rue de Bragance,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 16 octobre 1996;

2. La société de droit de Niue TRADE CONSULTING INTERNATIONAL LTD, avec siège social à Niue, ici représentée par Monsieur Edgar Bisenius, comptable, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 29 octobre 1996.

Lesquelles deux prédites procurations, après avoir été paraphées ne varietur, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, es qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de FINANCE, GESTION CONSULTANT LUXEMBOURG S.A., en abrégé FINGECO LUX S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet toutes activités d'assistance aux entreprises et particuliers, de travaux de secrétariat et de comptabilité, à l'exclusion de l'expertise comptable, de services et de domiciliation de sociétés ainsi que toutes activités annexes ou accessoires.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), divisé en mille deux cent cinquante actions (1.250) de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Les transmissions d'actions par voie de liquidation de communautés de biens entre époux et/ou successions s'effectuent librement.

Toutes autres cessions ou transmissions d'actions sont soumises à l'agrément préalable du conseil d'administration.

La demande d'agrément qui est notifiée par le cédant à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, doit indiquer les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Le conseil d'administration doit statuer le plus rapidement possible sur cette demande et au plus tard avant l'expiration du délai de 3 mois à compter du jour de sa notification.

Sa décision n'est pas motivée; elle est immédiatement notifiée au cédant.

Si le conseil d'administration n'a pas fait cette notification dans le délai ci-dessus imparti, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, le conseil d'administration est tenu, dans un délai de 3 mois, à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un tiers, actionnaire ou non, soit avec le consentement du cédant par la société en vue d'une réduction du capital social.

Cette acquisition a lieu à un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par deux experts respectivement choisis par le conseil d'administration et par le cédant, étant entendu qu'en cas de désaccord, ces experts s'adjoindront un troisième expert pour les départager. En cas de refus de l'une des parties de désigner son expert, ou à défaut de la nomination d'un expert dans le mois de la sommation qui lui aurait été faite à cet effet par lettre recommandée par l'autre partie comme dans le cas où les deux experts ne pourront s'entendre sur le choix d'un tiers expert, il sera procédé comme prévu à l'article 1006 du Code de procédure civile telle que modifiée par la loi du 20 avril 1939.

En cas de recours à une sentence arbitrale, le conseil d'administration jouira d'un nouveau délai de deux mois courant à partir du jour de la sentence arbitrale, pour présenter un autre acquéreur, au prix fixé par cette sentence. A défaut du conseil d'administration de présenter un tel acquéreur dans le délai ci-dessus imparti, les actions peuvent être librement cédées.

Titre III. - Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé, avec l'approbation du commissaire, à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoir, choisis en ou hors de son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut pas excéder six ans.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, le troisième mardi du mois de mai à 10.00 heures du matin et pour la première fois en 1997.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale aura lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 1996.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

- La société anonyme de droit suisse FINCOGEST S.A., prédite	937 actions
- La société de droit de Niue TRADE CONSULTING INTERNATIONAL LTD	313 actions
Total:	1.250 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ soixante-cinq mille francs luxembourgeois (LUF 65.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à 3 et celui des commissaires à un.
2. Sont nommés administrateurs:

- Monsieur Edgar Bisenius, comptable, demeurant à Luxembourg,
- La société de droit suisse FINCOGEST S.A.,
- La société de droit de Niue TRADE CONSULTING INTERNATIONAL LTD, prédite.

Est nommé administrateur-délégué, Monsieur Edgar Bisenius, prédit, qui peut par sa seule signature engager valablement la société.

3. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

- La société anonyme GEFCO S.A., avec siège social L-5811 Fentange, 50, rue de Bettembourg.

4. Le siège social de la société est établi à L-1330 Luxembourg, 4A, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M.-B. Wingerter, E. Bisenius, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 18 novembre 1996, vol. 825, fol. 21, case 12. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 21 novembre 1996.

C. Doerner.

(41619/209/173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

KOCHAM S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

STATUTEN

Im Jahre eintausendneunhundertsechundneunzig, am siebten November.

Vor dem unterzeichneten Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

- 1) CORPEN INVESTMENTS LTD, mit Sitz in 38B, Leeson Place, Dublin 2 (Irland),
 - 2) SAROSA INVESTMENTS LTD, mit Sitz in 38B, Leeson Place, Dublin 2 (Irland),
- alle beide hier vertreten durch Frau Marie-Line Schul, Juristin, wohnhaft in Tintigny (Belgien), aufgrund von zwei Vollmachten, gegeben in Luxemburg, am 6. November 1996.

Welche Vollmachten, nach ne varietur-Unterzeichnung durch die Mandatorin und den instrumentierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigefügt bleiben werden, um mit ihr einregistriert zu werden.

Welche Komparentinnen, durch ihre Mandatarin, beschlossen haben, unter sich eine Gesellschaft zu gründen gemäss folgender Satzung:

Art. 1. Es wird eine Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung KOCHAM S.A.

Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg.

Er kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre in jede beliebige Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen

tigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatsangehörigkeit.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt. Die Gesellschaft kann jederzeit aufgelöst werden durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den Bedingungen der Satzungsänderungen gefasst wurde.

Art. 2. Die Gesellschaft hat zum Zweck die Verwaltung und die Verwertung ihres eigenen Immobilienvermögens, sowie die Beteiligung, unter welcher Form auch immer, an anderen luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung und die Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von übertragbaren oder nicht übertragbaren Wertpapieren (einbegriffen all diejenigen, welche von jedweder Regierung oder anderen internationalen, nationalen oder kommunalen Behörden ausgegeben werden) erwerben und alle anderen damit verbundenen Rechte, und dieselben nutzen durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie. Sie hat ebenfalls zum Zweck die Anschaffung von Erfinderpapenten sowie die Verwertung dieser Patente und Lizenzen, welche mit diesen verbunden sind.

Die Gesellschaft kann Schuldverschreibungen ausgeben durch private oder öffentliche Zeichnung und Geld verleihen gemäss den gesetzlichen Bestimmungen.

Alle Aktivitäten, welche die Gesellschaft ausübt, können direkt oder indirekt in Luxemburg oder anderwärts durch Vermittlung ihres Sitzes oder von Filialen durchgeführt werden, welche in Luxemburg oder anderswo angesiedelt sind.

Die Gesellschaft hat alle notwendigen Vollmachten zur Erfüllung oder Förderung ihres Zweckes, im Rahmen aller Aktivitäten, welche einer «Société de Participations Financières» erlaubt sind.

Art. 3. Das Gesellschaftskapital beträgt zwei Millionen siebenhunderttausend (2.700.000,-) Luxemburger Franken, eingeteilt in neunzig (90) Aktien mit einem Nennwert von dreissigtausend (30.000,-) Luxemburger Franken je Aktie.

Das genehmigte Kapital der Gesellschaft ist auf neun Millionen (9.000.000,-) Luxemburger Franken festgesetzt, eingeteilt in dreihundert (300) Aktien mit einem Nennwert von dreissigtausend (30.000,-) Luxemburger Franken je Aktie.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist ermächtigt und beauftragt, das Aktienkapital ganz oder teilweise im Rahmen des genehmigten Kapitals, mittels Kapitalerhöhungen innerhalb von fünf Jahren ab der Veröffentlichung der Gründungs-urkunde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations zu erhöhen. Diese Kapitalerhöhungen können durch Zeichnung und Ausgabe neuer Aktien mit oder ohne Ausgabepremie, je nach den Beschlüssen des Verwaltungsrates durchgeführt werden. Kapitalerhöhungen, welche nicht innerhalb einer Dauer von fünf Jahren nach Veröffentlichung dieser Urkunde im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erfolgt sind, bedürfen der vorherigen Erneuerung der Ermächtigung durch einen Gesellschafterbeschluss. Der Verwaltungsrat wird die Ausgabe der diese Kapitalerhöhung ganz oder teilweise darstellenden Aktien beschliessen und die betreffenden Zeichnungen annehmen. Er ist ebenfalls ermächtigt und beauftragt, die Zeichnungsbedingungen festzusetzen oder zu beschliessen, Aktien auszugeben, welche diese Kapitalerhöhung ganz oder teilweise darstellen durch die Umwandlung von freien Reserven oder Gewinnvorträgen in Kapital und die periodische Zuteilung an die Aktionäre von voll eingezahlten Aktien an Stelle von Dividenden.

Nach jeder erfolgten und vom Verwaltungsrat festgestellten Kapitalerhöhung im Rahmen des genehmigten Kapitals wird Artikel drei der Satzung entsprechend abgeändert. Diese Änderung wird vom Verwaltungsrat oder von einer hierzu vom Verwaltungsrat beauftragten Person festgestellt und veröffentlicht.

Im Rahmen dieser Ermächtigung, das Gesellschaftskapital zu erhöhen gemäss Artikel 32-3 (5) des Gesetzes über die Handelsgesellschaften wird der Verwaltungsrat für den gleichen Zeitraum ermächtigt, das Zeichnungsprivileg der alten Aktionäre einzuschränken oder ganz aufzuheben.

Art. 4. Die Aktien sind entweder Inhaber- oder Namensaktien, je nach Belieben der Aktionäre, ausser denjenigen Aktien, welche gemäss dem Gesetz Namensaktien sein müssen.

Es können Zertifikate über eine oder mehrere Aktien ausgegeben werden, je nach Belieben der Aktionäre.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien mittels ihrer freien Reserven zurückkaufen unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 49-2 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, abgeändert durch das Gesetz vom 24. April 1983.

Das Gesellschaftskapital kann in einer oder mehreren Ausgaben aufgestockt oder vermindert werden mittels Beschlussfassung der Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über Satzungsänderungen.

Art. 5. Die Verwaltung der Gesellschaft untersteht einem Rat von mindestens drei Mitgliedern, welche Aktionäre oder Nichtaktionäre sein können.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden auf sechs Jahre ernannt. Die Wiederwahl ist möglich. Sie können beliebig abberufen werden.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrats einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt dann die endgültige Wahl vor.

Art. 6. Der Verwaltungsrat hat die ausgedehntesten Befugnisse, um alle Handlungen vorzunehmen, welche für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind.

Der Verwaltungsrat kann nicht verkaufen, pfänden, belasten oder irgendeine Operation betreffend das Aktiva der Gesellschaft tätigen ohne Einverständnis der Generalversammlung. Das Einverständnis wird ebenfalls erforderlich sein für jede Operation oder Veräusserung, welche einen Betrag von fünfhunderttausend (500.000,-) Luxemburger Franken übersteigt.

Der Verwaltungsrat kann seinen Präsidenten bestimmen; in Abwesenheit des Präsidenten wird der Vorsitz der Versammlung einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegrafisch, fernschriftlich oder per Telekopie erfolgt ist, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Telekopie erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, Direktoren, Geschäftsführern oder anderen Angestellten die Gesamtheit oder einen Teil seiner Vollmachten betreffend die tägliche Geschäftsführung, sowie die Vertretung der Gesellschaft übertragen; diese Geschäftsführer können Aktionäre oder Nichtaktionäre sein.

Die Übertragung dieser Vollmachten an ein Verwaltungsratsmitglied ist einer vorherigen Beschlussfassung der Generalversammlung unterworfen.

Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates rechtskräftig verpflichtet.

Art. 7. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen; dieselben werden auf sechs Jahre ernannt. Die Wiederwahl ist zulässig. Sie können beliebig abberufen werden.

Art. 8. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 9. Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am fünfzehnten des Monats Mai um elf Uhr in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Art. 10. Die Einberufungen zu jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen. Von diesem Erfordernis kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im voraus gekannt zu haben.

Jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben. Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Art. 11. Die Generalversammlung hat die ausgedehntesten Befugnisse, um alle Handlungen vorzunehmen und gutzuheissen, die im Interesse der Gesellschaft liegen. Sie befindet namentlich über die Verwendung und Verteilung des Reingewinns.

Art. 12. Unter der Berücksichtigung der in Artikel 72-2 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, abgeändert durch das Gesetz vom 24. April 1983, enthaltenen Bedingungen wird der Verwaltungsrat ermächtigt, Interimsdividende auszuzahlen mit der Genehmigung der Generalversammlung.

Art. 13. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschliesslich der Änderungsgesetze finden ihre Anwendung überall, wo die gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 1996.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet im Jahre 1997 statt.

Zeichnung und Einzahlung

Die vorgenannten Parteien haben diese Aktien wie folgt gezeichnet:

1) CORPEN INVESTMENTS LTD, vorgenannt, neunundachtzig Aktien	89
2) SAROSA INVESTMENTS LTD, vorgenannt, eine Aktie	1
Total: neunzig Aktien	90

Alle gezeichneten Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass ab heute der Gesellschaft der Betrag von zwei Millionen siebenhunderttausend (2.700.000,-) Luxemburger Franken zur Verfügung steht, wie dies dem instrumentierenden Notar nachgewiesen wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen, welche durch Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften gestellt wurden, erfüllt sind.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr fünfundachtzigtausend (85.000,-) Franken.

Gründungsversammlung

Alsdann traten die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen erkennen, und fassten, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Versammlung festgestellt hatten, einstimmig folgende Beschlüsse:

1) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrats wird auf drei, die der Kommissare auf einen festgesetzt.

2) Es werden zu Mitgliedern des Verwaltungsrats ernannt:

- a) Herr Peter Vasant, Jurist, wohnhaft in Howald,
- b) CORPEN INVESTMENTS LTD, vorgenannt,
- c) SAROSA INVESTMENTS LTD, vorgenannt.

3) Es wird zum Kommissar ernannt:

Herr Franck Mc Carroll, Steuerberater, wohnhaft in Dublin (Irland).

4) Das Mandat der Verwaltungsratsmitglieder und dasjenige des Kommissars enden mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2002.

5) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1882 Luxemburg, 3, rue Guillaume Kroll.

6) Unter Zugrundelegung von Artikel 60 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften und Artikel 6 der gegenwärtigen Satzung wird der Verwaltungsrat ermächtigt und angewiesen, aus seiner Mitte Herrn Peter Vansant, vorgeannt, zum Delegierten des Verwaltungsrats zu bestimmen, welcher die Gesellschaft allein vertreten kann.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an die Mandatarin der Kompartmentinnen hat dieselbe mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le sept novembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) CORPEN INVESTMENTS LTD, avec siège social au 38B, Leeson Place, Dublin 2 (Irlande),

2) SAROSA INVESTMENTS LTD, avec siège social au 38B, Leeson Place, Dublin 2 (Irlande),

toutes les deux ici représentées par Madame Marie-Line Schul, juriste, demeurant à Tintigny (Belgique),

en vertu de deux procurations sous seing privé données à Luxembourg, le 6 novembre 1996.

Lesquelles procurations, après signature ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lesquelles comparantes, par leur mandataire, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de KOCHAM S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée. La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la gestion et la mise en valeur de son patrimoine immobilier propre ainsi que la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat ou de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces, négociables ou non (y compris celles émises par tout gouvernement ou autre autorité internationale, nationale ou communale), et tous autres droits s'y rattachant, et les exploiter par voie de vente, cession, échange ou autrement. Elle peut en outre procéder à l'acquisition et à la mise en valeur de brevets et licences connexes.

La Société peut émettre des obligations par voie de souscription publique ou privée et emprunter de quelque façon que ce soit, conformément à la loi.

Toute activité exercée par la Société peut l'être directement ou indirectement à Luxembourg ou ailleurs par l'intermédiaire de son siège social ou des filiales établies à Luxembourg ou ailleurs.

La Société aura tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet, dans le cadre de toutes activités permises à une Société de Participations Financières.

Art. 3. Le capital social est fixé à deux millions sept cent mille (2.700.000,-) francs luxembourgeois, divisé en quatre-vingt-dix (90) actions d'une valeur nominale de trente mille (30.000,-) francs luxembourgeois chacune.

Le capital autorisé de la Société est établi à neuf millions (9.000.000,-) de francs luxembourgeois, divisé en trois cents (300) actions d'une valeur nominale de trente mille (30.000,-) francs luxembourgeois chacune.

Le Conseil d'Administration de la Société est autorisé et chargé de réaliser cette augmentation de capital en une fois ou par tranches périodiques endéans un délai expirant au cinquième anniversaire de la publication de l'acte de constitution au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. La durée ou l'étendue de ce pouvoir peut être prolongée de temps en temps par l'assemblée générale, en ce qui concerne la partie du capital qui à cette date ne serait pas encore souscrite, et pour laquelle il n'existerait pas à cette date d'engagement de la part du Conseil d'Administration en vue de la souscription; le Conseil d'Administration décidera l'émission des actions représentant cette augmentation entière ou partielle et acceptera les souscriptions afférentes. Le Conseil est également autorisé et chargé de fixer les conditions de toute souscription ou décidera l'émission d'actions représentant tout ou partie de cette augmentation au moyen de la conversion du bénéfice net en capital et l'attribution périodique aux actionnaires d'actions entièrement libérées au lieu de dividendes.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée par le Conseil d'Administration dans le cadre du capital autorisé, l'article trois des statuts se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée et publiée par le Conseil d'Administration ou par toute personne désignée par le Conseil à cette fin.

En relation avec cette autorisation d'augmenter le capital social et conformément à l'article 32-3 (5) de la loi sur les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration de la Société est autorisé à suspendre ou à limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants pour la même période de cinq ans.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi. Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée par la loi du 24 avril 1983.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué en une fois ou par tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Le Conseil d'Administration ne pourra vendre, mettre en gage, hypothéquer ou réaliser quelque opération que se soit, concernant l'actif de la société sans l'accord de l'assemblée générale. L'accord de l'assemblée générale sera également requis pour toute opération ou transaction d'une valeur supérieure à cinq cent mille (500.000,-) francs luxembourgeois.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

La Société se trouve engagée, soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Art. 7. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le quinze du mois de mai à onze heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'Assemblée Générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, tel que modifié par la loi du 24 avril 1983, le Conseil d'Administration n'est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes qu'avec l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finira le 31 décembre 1996.

2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 1997.

Souscription et libération

Les comparantes précitées ont souscrit les actions créées de la manière suivante:

1) CORPEN INVESTMENTS LTD, préqualifiée, quatre-vingt-neuf actions	89
2) SAROSA INVESTMENTS LTD, préqualifiée, une action	1
Total: quatre-vingt-dix actions	90

Toutes les actions ont été entièrement libérées en espèces de sorte que le montant de deux millions sept cent mille (2.700.000,-) francs luxembourgeois est à la libre disposition de la société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre-vingt-cinq mille (85.000,-) francs.

Assemblée constitutive

Et à l'instant, les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à 3 et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Monsieur Peter Vansant, juriste, demeurant à Howald,
 - b) CORPEN INVESTMENTS LTD, préqualifiée,
 - c) SAROSA INVESTMENTS LTD, préqualifiée.
- 3) Est appelé aux fonctions de commissaire:

Monsieur Franck Mc Carroll, conseil fiscal, demeurant à Dublin (Irlande).
- 4) Le mandat des administrateurs et du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2002.
- 5) Le siège de la Société est fixé à L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
- 6) Conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés commerciales et à l'article 6 des statuts, le Conseil d'Administration est autorisé à nommer Monsieur Peter Vansant, préqualifié, aux fonctions d'administrateur-délégué, lequel aura tout pouvoir pour engager valablement la Société par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, elle a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M.L. Schul, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 1996, vol. 94S, fol. 43, case 2. – Reçu 27.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 21. November 1996.

A. Schwachtgen.

(41620/230/322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

KOCHAM S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

Verwaltungsratssitzung

Gemäss Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft sowie aufgrund der vorherigen Genehmigung der ausserordentlichen Generalversammlung vom 7. November 1996, traten die Verwaltungsratsmitglieder zusammen und bestimmten Herrn Peter Vansant zum Delegierten des Verwaltungsrats mit den entsprechenden Befugnissen, die Gesellschaft allein vertreten zu können.

Luxemburg, den 7. November 1996.

SAROSA INVESTMENTS LTD

CORPEN INVESTMENTS LTD

P. Vansant

Unterschrift

Unterschrift

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 1996, vol. 94S, fol. 43, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 21 novembre 1996.

A. Schwachtgen.

(41621/230/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

NIKA, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 13, avenue Monterey.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-cinq octobre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

UNIVERSAL INVESTMENT HOLDING S.A., avec siège social à Luxembourg, ici représentée par deux de ses administrateurs, savoir

- Monsieur Medjdoub Chani, juriste-fiscaliste, demeurant à Luxembourg, et
- Madame Maria Rodrigues, employée privée, demeurant à F-Hersange.

Laquelle comparante, dûment représentée, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte des stauts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il déclare constituer entre eux et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. Dénomination, Siège, Durée, Objet

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de NIKA.

Art. 3. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'associé.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. La société a pour objet le commerce à points de vente fixes et ambulants (foires et marchés)

- de textiles, d'articles d'habillement, de mercerie, de bonneterie ainsi que d'accessoires de mode y assortis;
- d'articles de fausse-bijouterie, de parfumerie;
- de souvenirs, de jouets, de posters, de cartes-vues, d'articles scolaires, de bimmeloterie, de gadgeterie, d'art populaire et artisanal;
- d'articles et d'outillages d'horticulteur et de fleuriste ainsi que d'accessoires;
- d'articles de ménage et de décoration pour Noël, etc...;
- d'articles d'épicerie et d'accessoires, de confiserie ainsi que de crèmes glacées.

La société pourra en outre exercer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Titre II. Capital social, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille francs (500.000,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs (1.000,-) chacune.

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en numéraire à un compte bancaire, de sorte que la somme de cinq cent mille francs (500.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Titre III. Administration

Art. 12. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Art. 13. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. Exercice social, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 1997.

Art. 16. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. L'associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'associé.

Titre V. Dissolution, Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'associé qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VI. Disposition générale

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé se réfère aux dispositions légales en vigueur.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, à environ trente mille francs luxembourgeois (30.000,- LUF).

Et aussitôt l'associé a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi à L-2163 Luxembourg, 13, avenue Monterey.

2. Gérance:

Est nommée gérante pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société en toutes circonstances par sa seule signature:

Madame Nicole Ries, sans état, demeurant à Olm.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Chani, M. Rodrigues, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 1996, vol. 94S, fol. 19, case 5. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 20 novembre 1996.

G. Lecuit.

(41625/220/94) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

E.I.B., ELECTRICITE INDUSTRIELLE ET BATIMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5863 Hesperange, 14, allée de la Jeunesse Sacrifiée.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le treize novembre.

Par-devant Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

1. - Monsieur Donato Tedesco, demeurant à L-6951 Olingen, 17, rue de Flaxweiler,

2. - Monsieur Mathias Joseph Schmit, maître-électricien, demeurant à L-1232 Howald, 39, rue Ernest Beres.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de E.I.B., S.à r.l. (ELECTRICITE INDUSTRIELLE ET BATIMENTS).

Art. 2. Le siège de la société est établi à Hesperange.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise d'électricité avec vente des articles de la branche, ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 1996.

Art. 6. Le capital social est fixé à cinq cent mille francs (500.000,-), représenté par cent (100) parts sociales de cinq mille francs (5.000,-) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

- Monsieur Donato Tedesco, prèdit	50 parts
- Monsieur Mathias Joseph Schmit, prèdit	50 parts
Total: cent parts sociales	100 parts

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de cinq cent mille francs (500.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Le décès, l'interdiction ou la faillite de l'un des associés n'entraîneront pas la dissolution de la société. Les héritiers de l'associé prédécédé n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 12. Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00 %) pour la constitution du fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restera à la libre disposition des associés.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 14. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques, incombant à la société en raison de sa constitution, s'élève approximativement à quarante mille francs (40.000,-).

Assemblée générale

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est à L-5863 Hesperange, 14, allée de la Jeunesse Sacrifiée.
- Est nommé gérant technique, Monsieur Mathias Joseph Schmit, prèdit.
- Est nommé gérant administratif, Monsieur Donato Tedesco, prèdit.

La société est valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants.

Dont acte, fait et passé à Bettembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. Tedesco, J. Schmit, C. Doerner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 20 novembre 1996, vol. 825, fol. 23, case 6. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 21 novembre 1996.

C. Doerner.

(41616/209/74) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

PALLAS INVEST S.A., Société Anonyme Holding.

Registered office: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 29.554.

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the fifth of December.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the holding company established in Luxembourg under the denomination of PALLAS INVEST S.A., R.C Number B 29.554, with its principal office in Luxembourg.

The Company was organized as a société anonyme pursuant to a deed of the undersigned notary dated November 24th, 1988.

The Articles of Incorporation of the said société anonyme have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations Nr. 78 of 29 March 1989.

The Articles of Incorporation have been amended by three deeds of the undersigned notary, all dated March 30th, 1989 and published in the Mémorial C, Recueil Spécial No 281 of October 4th, 1989, as well as by seven further deeds of the undersigned notary, dated May 29th, 1989, July 7th, 1989, June 17th, 1991, January 27th, 1993, December 29th, 1993, March 24th, 1994 and June 15th, 1994, published in the Mémorial C, Recueil Spécial No 301 of October 21st, 1989, C No 369 of December 13th, 1989, C No 463 of December 16th, 1991, C No 221 of May 14th, 1993, C No 165 of April 27th, 1994, C No 304 of August 16th, 1994 and C No 408 of October 20th, 1994.

The meeting begins at twelve, Mr Renaud Rivain, Managing-Director of the Company, residing in Paris, being in the Chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Miss Margret Astor, employee, residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Miss Susie Pover, administrator, residing in London.

The Chairman then states:

I. - That this general meeting has been duly convened by notices sent to all shareholders on 22nd November 1996 by special courier or by registered mail. The receipts are deposited on the desk of the meeting for inspection.

II. - That the agenda of the meeting provides for the Company's shareholders to vote on the following resolutions:

Resolved that (i) a reduction of the Company's share premium from ECU 95,701,322.- to ECU 73,484,688.- and (ii) a payment in the amount of ECU 22,216,634.- being the amount of such reduction to its shareholders of record as of 22nd November 1996 pro rata to their respective shareholdings in the Company on the basis of ECU 22.- per share, be, and the same hereby are, agreed and adopted;

Resolved that in order to facilitate the receipt of such amount by the Company's shareholders, such amount be paid in United States dollars at the ECU/US dollar exchange rate prevailing on 2nd December 1996; and;

resolved, that the second paragraph of Article 5.1 of the Articles of the Company be, and it hereby is, deleted in its entirety and the following text be substituted in its place:

«The issue premiums on all of the issued shares totals seventy-three million four hundred eighty-four thousand six hundred eighty-eight European Currency Units.»

III. - That the shareholders present or represented as well as the shares held by them are shown on an attendance list set up and certified by the members of the Bureau which, after signature ne varietur by the shareholders present, the proxy holders of the shareholders represented and the members of Bureau of the meeting, shall remain attached to this deed together with the proxies to be filed at the same time.

IV. - That it appears from the said attendance list that out of the one million nine thousand eight hundred and forty-seven shares of a par value of two European Currency Units each, representing the total capital of two million nineteen thousand six hundred and ninety-four European Currency Units, 883,814 shares are duly represented at this meeting which consequently is regularly constituted and may deliberate upon the item on its agenda.

After approval of the Chairman's statement and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed after deliberation the following resolutions by a unanimous vote of the shares duly represented at this meeting:

Resolutions

The General Meeting resolved to reduce the Company's share premium from ninety-five million seven hundred and one thousand three hundred and twenty-two (95,701,322.-) European Currency Units to seventy-three million four hundred and eighty-four thousand six hundred and eighty-eight (73,484,688.-) European Currency Units and to pay the amount of twenty-two million two hundred and sixteen thousand six hundred and thirty-four (22,216,634.-) European Currency Units being the amount of such reduction to its shareholders of record as of 22nd November 1996 pro rata to their respective shareholdings in the Company on the basis of twenty-two (22.-) European Currency Units per share.

The General Meeting resolved that in order to facilitate the receipt of such amount by the Company's shareholders, such amount be paid in United States dollars at the ECU/US dollar exchange rate prevailing on 2nd December 1996.

In consequence thereof, the second paragraph of Article 5.1. of the Articles of Incorporation is amended and will have henceforth the following wording:

«5.1. second paragraph: The issue premiums on all of the issued shares totals seventy-three million four hundred and eighty-four thousand six hundred and eighty-eight (73,484,688.-) European Currency Units.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatever, which shall be borne by the Company as a result of the reduction of capital stated in the present deed are estimated to be approximately seventy (70,000.-) francs.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed at twelve thirty p.m.

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the persons appearing, said persons appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le cinq décembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de PALLAS INVEST S.A., R.C. numéro B 29.554, ayant son siège social à Luxembourg.

La Société a été constituée sous forme d'une société anonyme suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 24 novembre 1988.

Les statuts de ladite Société ont été publiés au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations C N° 78 du 29 mars 1989.

Les statuts de la Société ont été modifiés par trois actes du notaire instrumentaire tous datés du 30 mars 1989 et publiés au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C N° 281 du 4 octobre 1989, ainsi que par sept autres actes du notaire instrumentaire en date des 29 mai 1989, 7 juillet 1989, 17 juin 1991, 27 janvier et 29 décembre 1993, 24 mars 1994 et 15 juin 1994, publiés au Mémorial C N° 301 du 21 octobre 1989, C N° 369 du 13 décembre 1989, C N° 463 du 16 décembre 1991, C N° 221 du 14 mai 1993, C N° 165 du 27 avril 1994, C N° 304 du 16 août 1994 et C N° 408 du 20 octobre 1994.

La séance est ouverte à douze heures sous la présidence de Monsieur Renaud Rivain, administrateur-délégué de la Société, demeurant à Paris.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Mademoiselle Margret Astor, employée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur, Mademoiselle Susie Pover, responsable administrative, demeurant à Londres.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par des avis envoyés à tous les actionnaires en date du 22 novembre 1996 par courrier spécial ou lettre recommandée. Les récépissés de dépôt ont été déposés pour inspection sur le bureau de l'assemblée.

II. - Que l'ordre du jour de la présente assemblée invite les actionnaires de la Société à se prononcer sur les résolutions suivantes:

décider (i) qu'une réduction de la prime d'émission de la Société de ECU 95.701.322,- à ECU 73.484.688,- et (ii) un remboursement d'un montant de ECU 22.216.634,- correspondant au montant de ladite réduction, à ses actionnaires en date du 22 novembre 1996 au pro rata de leurs droits respectifs dans la Société sur la base de ECU 22,- par action, sont approuvés et adoptés;

décider, qu'en vue de faciliter l'encaissement de ce montant par les actionnaires de la Société, ce montant soit payé en dollars des Etats-Unis d'Amérique au taux de change ECU/US dollar en vigueur le 2 décembre 1996; et;

décider, que le deuxième alinéa de l'article 5.1 des statuts soit supprimé intégralement et remplacé par le texte suivant:

«Les primes d'émission sur toutes les actions émises totalisent soixante-treize millions quatre cent quatre-vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-huit Unités de Comptes Européennes.»

III. - Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

IV. - Qu'il résulte de ladite liste de présence qu'il y a un million neuf mille huit cent quarante-sept actions d'une valeur nominale de deux ECUS chacune, représentant l'intégralité du capital social de deux millions dix-neuf mille six cent quatre-vingt-quatorze ECUS, 883.814 actions sont dûment représentées à la présente assemblée qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur le point figurant à son ordre du jour.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président, et après s'être reconnue régulièrement constituée et en avoir délibéré, a adopté les résolutions suivantes par vote unanime des actions dûment représentées à la présente assemblée:

Résolutions

L'Assemblée Générale décide de réduire la prime d'émission de la Société de quatre-vingt-quinze millions sept cent un mille trois cent vingt-deux (95.701.322,-) Unités de Comptes Européennes à soixante-treize millions quatre cent quatre-vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-huit (73.484.688,-) Unités de Comptes Européennes et de rembourser un montant de vingt-deux millions deux cent seize mille six cent trente-quatre (22.216.634,-) Unités de Comptes Européennes, correspondant au montant de ladite réduction, à ses actionnaires en date du 22 novembre 1996 au prorata de leurs droits respectifs dans la Société sur la base de vingt-deux (22,-) Unités de Comptes Européennes par action.

L'assemblée Générale décide qu'en vue de faciliter l'encaissement de ce montant par les actionnaires de la Société, ce montant soit payé en dollars des Etats-Unis d'Amérique au taux de change ECU/US dollar en vigueur le 2 décembre 1996.

En conséquence, le deuxième alinéa de l'article 5.1. des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**5.1. deuxième alinéa.** Les primes d'émission sur toutes les actions émises totalisent soixante-treize millions quatre cent quatre-vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-huit (73.484.688,-) Unités de Comptes Européennes.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la Société à la suite de la réduction de capital ainsi que du présent acte, sont estimés à soixante-dix mille (70.000,-) francs.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée à douze heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. Rivain, M. Astor, S. Pover, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 1996, vol. 94S, fol. 84, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 1996.

A. Schwachtgen.

(02322/230/155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 1997.

PALLAS INVEST S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 29.554.

Statuts coordonnés, suivant l'acte n° 983/96 du 5 décembre 1996, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 1997.

A. Schwachtgen.

(02323/230/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 1997.

LORA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 25.745.

Le bilan au 30 juin 1996, enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 1996, vol. 486, fol. 86, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 1996.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE

Signature

(41688/504/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

BUFFALO FUND, Fonds Commun de Placement.

—
MANAGEMENT REGULATIONS

Art. 1. The Fund. BUFFALO FUND (the «Fund») has been created on March 29, 1994 as an undertaking for collective investment governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. The Fund has been organized under the Luxembourg Law of July 19, 1991 on undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public (the «Law») in the form of an open-ended mutual investment fund (Fonds Commun de Placement) as an unincorporated (co-)ownership of securities and other assets permitted by law.

From 1st January, 1997 on, the assets of the Fund are solely and exclusively managed in the interest of the Unitholders (as defined in Article 8.1. hereof) by DKB LUX MANAGEMENT S.A. (the «Management Company»).

The assets of the Fund are held in custody by DAI-ICHI KANGYO BANK LUXEMBOURG S.A. (the «Custodian»). The assets of the Fund are segregated from those of the Management Company.

By the acquisition of units (the «Units») of the Fund, the Unitholders fully approve and accept these Management Regulations which determine the contractual relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian. The Management Regulations and any future amendments thereto shall be published in the «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» (the «Mémorial») and copies of these documents shall be sent to the Unitholders in such manner as may be specified from time to time by the Management Company. They shall further be on file with the District Court of Luxembourg and copies thereof shall be available at the Chancery of the District Court.

Art. 2. The Management Company. DKB LUX MANAGEMENT S.A. is the Management Company of the Fund. The Management Company is organized in the form of a public limited company («société anonyme») under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and has its registered office in Luxembourg City. The Management Company manages the assets of the Fund in compliance with the Management Regulations in its own name, but for the sole benefit of the Unitholders of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of the Fund within the objective set forth in Article 6 hereof and the restrictions set forth in Article 7 hereof.

The Board of Directors of the Management Company shall have the broadest powers to administer and manage the Fund within the restrictions set forth in Article 7 hereof, including but not limited to the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

Art. 3. The Custodian. The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian of the assets of the Fund. DAI-ICHI KANGYO BANK (LUXEMBOURG) S.A., a corporation organized and licensed to engage in banking operations under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

Each of the Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days' written notice delivered by either to the other, provided, however, that any termination by the Management Company is subject to the condition that a successor Custodian assumes within two months the responsibilities and the functions of the Custodian under these Management Regulations and provided, further, that the duties of the Custodian hereunder shall, in the event of a termination by the Management Company, continue thereafter for such period as may be necessary to allow for the transfer of all assets of the Fund to the successor Custodian.

In the event of the Custodian's resignation, the Management Company shall forthwith, but not later than two months after the resignation, appoint a successor Custodian who shall assume the responsibilities and functions of the Custodian under the Management Regulations.

All securities and other assets of the Fund shall be kept in custody by the Custodian on behalf of the Unitholders of the Fund. The Custodian may, with the approval of the Management Company, entrust to banks and other financial institutions all or part of the assets of the Fund, provided that such assets are not commingled with other clients' assets. The Custodian may hold securities in fungible or non-fungible accounts with such clearing houses as the Custodian, with the approval of the Management Company, may determine. The Custodian may dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund only upon receipt of proper instructions from the Management Company or its duly appointed agent(s). Upon receipt of such instructions and provided such instructions are in compliance with these Management Regulations, the Custodian Agreement and applicable law, the Custodian shall carry out all transactions with respect of the Fund's assets.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with the Law, as such Law may be amended from time to time. In particular, the Custodian shall:

- (a) ensure that the sale, issue, redemption and cancellation of Units effected on behalf of the Fund or by the Management Company are carried out in accordance with applicable law and these Management Regulations;
- (b) carry out the instructions of the Management Company, unless they conflict with applicable law or these Management Regulations;
- (c) ensure that in transactions involving the assets of the Fund, any consideration is remitted to it within the customary settlement dates; and
- (d) ensure that the income attributable to the Fund is applied in accordance with these Management Regulations.

The Custodian shall be entitled to receive such fee as will be agreed upon from time to time between the Management Company and the Custodian. The fee will be calculated in accordance with customary banking practice in Luxembourg and payable quarterly.

Any liability that the Custodian may incur with respect to any damage caused to the Management Company, the Unitholders or third parties as a result of the defective performance of its duties hereunder will be determined under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 4. Investment Adviser. The Management Company may enter into a written agreement with one or more persons to act as investment adviser (the «Investment Adviser») for the Fund and to render such other services as may be agreed upon by the Management Company and such Investment Adviser. By an initial written agreement dated March 29, 1994, renewed on 20th December, 1996, DKB INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL LIMITED has been appointed as Investment Adviser. The Investment Adviser shall provide the Management Company with advice, reports and recommendations in connection with the management of the Fund and shall advise the Management Company as to the selection of the securities and other assets constituting the portfolio of the Fund. Such agreement may provide for such fees and contain such terms and conditions as the parties thereto shall deem appropriate. Notwithstanding such an agreement, the Management Company shall remain ultimately responsible for the management of the Fund's assets.

Art. 5. Classes of Units. All Units shall be of the same class.

Art. 6. Investment Objective and Policies. The Fund's investment objective is to seek high current income, as well as long-term preservation of capital, by investing in a diversified portfolio of fixed-income and equity securities (both U.S. and non-U.S. dollar denominated) of public and private issuers.

The Fund will generally limit its investments to securities that are listed on securities exchanges or traded in regulated markets (including securities that trade in the over-the-counter markets). The Fund also may purchase securities directly from the issuer, provided that the Fund may not act as underwriter, as described under «Investment Restrictions» below.

The Fund's fixed income and income-producing investments may include, but are not limited to, convertible bonds, and preferred and convertible preferred securities; securities issued by the governments of any country, or by any of their provinces, territories, political subdivisions, agencies or instrumentalities; securities issued by international agencies or supranational entities; and securities issued by companies and other non-governmental entities domiciled in any of these countries.

The Fund's equity investments will generally consist of common stocks, preferred stocks, warrants on such stocks, and securities convertible into common stocks, whether or not such securities are paying dividends.

In order to protect the value of its assets, the Fund may enter into interest rate, currency and securities index futures contracts, including the purchase and sale of related options, and may enter into forward currency exchange transactions and swap agreements and may write call options and purchase put options on currencies to the extent permitted by its investment restrictions. Subject also to its investment restrictions, the Fund may purchase and write call and put options on individual securities in its portfolio and on indexes of securities.

On an ancillary basis, the Fund may, during the initial period of its operations, and on an ongoing basis to promptly meet redemption requests, hold liquid assets. Such assets may be kept in current accounts with banking institutions or may be held in short-term money market instruments that are regularly negotiated, have a residual maturity of less than 12 months, and are issued or guaranteed by first class issuers.

Subject to the restrictions laid down hereinafter, the Fund may further use special investment and hedging techniques and instruments.

The percentage of the Fund's assets invested in particular types of securities may vary from time to time based on the Investment Adviser's view of business, economic and market conditions then prevailing.

Art. 7. Investment Restrictions, Techniques and Instruments.

7.1. Investment Restrictions

The investment policy shall comply with the following rules and restrictions:

(a) The Fund shall not:

- invest more than 10 % of its net assets in securities, which are not listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market which operates regularly and is recognized and open to the public («Regulated Market»);
- invest more than 10 % of its net assets in securities issued by the same issuing body;
- acquire more than 10 % of the securities of the same kind issued by the same issuing body.

The restrictions mentioned hereabove are not applicable to securities issued or guaranteed by a member state of the OECD or their local authorities or by public international bodies with EC, regional or worldwide scope.

(b) The Fund shall not invest in other UCI's.

(c) The Fund shall not borrow amounts in excess of 25 % of its net assets without restriction in respect of the intended use thereof.

(d) The Fund shall not acquire physical commodities or precious metals or certificates representative thereof,

(e) The Fund shall not invest in real estate, provided that investments may be made in securities secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein,

(f) The Fund shall not use its assets for the underwriting of any securities.

(g) The Fund shall not grant loans or guarantees on its behalf for third parties.

7.2. Special Investment and Hedging Techniques and Instruments

1. Techniques and Instruments related to Transferable Securities

For the purpose of hedging and efficient portfolio management, duration management or other risk management of the portfolio, the Fund may use the following techniques and instruments relating to transferable securities:

(A) Transactions relating to Options on Transferable Securities

An option is the right to buy or sell a particular asset at a stated price at some date in the future within a particular period. The Fund may buy and sell call or put options on transferable securities, provided that these options are traded on options exchanges or over-the-counter with broker-dealers who make markets in these options and who are first class financial institutions with a high rating specializing in these types of transactions and being participants in the over-the-counter markets.

The Fund shall further comply with the following rules:

(i) The total amount of premiums paid for the purchase of call and put options which are considered here, together with the total amount of premiums paid for the purchase of call and put options described under (B) (b) below, may not exceed 15 % of the Net Asset Value of the Fund.

(ii) The total commitment arising from (a) the sale of call and put options (excluding the sale of call options for which there is an adequate cover) and the total commitment arising from transactions for purposes other than hedging as referred to under (B) below, may not exceed at any time the Net Asset Value of the Fund. In this context, the commitment on call and put options sold is equal to the aggregate amount of the exercise prices of those options.

(iii) When selling call options, the Fund must hold either the underlying transferable securities, or matching call options or any other instruments (such as warrants) providing a sufficient cover. The cover for call options sold may not be disposed of as long as the options exist, unless they are covered in turn by matching options or other instruments used for the same purpose. Notwithstanding the foregoing, the Fund may sell uncovered call options if the Fund is, at all times, able to cover the positions taken on such sale and if the exercise prices of such options do not exceed 25 % of the Net Asset Value of the Fund.

(iv) When selling put options, the Fund must be covered during the full duration of the options by sufficient cash to pay for the transferable securities deliverable to the Fund by the counterpart on the exercise of the options.

(B) Transactions relating to Futures and Option Contracts relating to Financial Instruments

Dealing in financial futures is the trading in contracts related to the future value of transferable securities or other financial instruments. Except as regards interest rate swaps on a mutual agreement basis and options which may be traded as provided for under (A) hereabove, all transactions in financial futures may be made on a Regulated Market only. Subject to the following conditions, such transactions may be made for hedging purposes or efficient portfolio management and for other purposes.

a) Hedging

Hedging is designated to protect a known future commitment.

(i) As a global hedge against the risk of unfavourable stock market movements, the Fund may sell futures on stock market indices or other financial instruments on indices. For the same purpose, the Fund may sell call options or buy put options on stock market indices. The objective of these hedging operations assumes that a sufficient correlation exists between the composition of the index used and the Fund's corresponding portfolios.

(ii) As a global hedge against interest rate fluctuations, the Fund may sell interest rate futures contracts. For the same purpose, it can also sell call options or buy put options on interest rates or make interest rate swaps on a mutual agreement basis with first class financial institutions specializing in this type of transaction.

The total commitment relating to futures and option contracts on stock market indices may not exceed the total valuation of securities held by the Fund in the market corresponding to each index. In the same way, the total commitment on interest rate futures contracts, option contracts on interest rates and interest rate swaps may not exceed the total valuation of the assets and liabilities to be hedged held by the Fund in the currency corresponding to these contracts.

b) Trading

Trading is based on the forecasting of future movements in financial markets. In this context and apart from option contracts on transferable securities (See (A) above) and contracts relating to currencies (See 2. below), the Fund may, for a purpose other than hedging, buy and sell futures contracts and options contracts on any type of financial instrument, provided that the total commitment arising on these purchase and sale transactions together with the total commitment arising on the sale of call and put options on transferable securities of the Fund at no time exceeds its Net Asset Value.

Sales of call options on transferable securities for which the Fund has sufficient cover are not included in the calculation of the total commitment referred to above.

In this context, the commitment arising on transactions which do not relate to options on transferable securities is defined as follows:

– the commitment arising on futures contracts is equal to the liquidation value of the net position of contracts relating to identical financial instruments (after netting between purchase and sale positions), without taking into account the respective maturities and

– the commitment relating to options bought and sold is equal to the sum of the exercise prices of those options representing the net sold position in respect of the same underlying asset, without taking into account the respective maturities.

The total of the premiums paid to acquire call and put options as described above, together with the total of the premiums paid to acquire call and put options on transferable securities as described under (A) above may not exceed 15 % of the Net Assets of the Fund.

c) Securities Lending and Borrowing

The Fund may enter into securities lending and borrowing transactions, provided that they comply with the following rules:

(i) The Fund may only lend or borrow securities through a standardised system organised by a recognised clearing institution or through a first class financial institution specializing in this type of transaction.

(ii) As part of lending transactions, the Fund must in principle receive a guarantee, the value of which at the conclusion of the contract must be at least equal to the global valuation of the securities lent.

This guarantee must be given in the form of liquid assets and/or in the form of securities issued or guaranteed by a Member State of the OECD or by their local authorities or by supranational institutions and undertakings of a community, regional or world-wide nature and blocked in the name of the Fund until the expiry of the loan contract.

Such a guarantee shall not be required if the securities lending is made through CEDEL or EUROCLEAR or through any other organisation assuring to the lender a reimbursement of the value of the securities lent, by way of a guarantee or otherwise.

(iii) Securities lending transactions may not exceed 50 % of the global valuation of the securities portfolio of the Fund. This limitation does not apply where the Fund is entitled at all times to the cancellation of the contract and the restitution of the securities lent.

(iv) Securities lending and borrowing transactions may not extend beyond a period of 30 days.

(v) The securities borrowed by the Fund may not be disposed of during the time they are held by the Fund, unless they are covered by sufficient financial instruments which enable the Fund to reconstitute the borrowed securities at the close of the transaction.

(vi) Borrowing transactions may not exceed 50 % of the global valuation of the securities portfolio of the Fund.

(vii) The Fund may borrow securities under the following circumstances in connection with the settlement of a sale transaction: (i) during a period the securities have been sent out for re-registration; (ii) when the securities have been loaned and not returned in time; and (iii) to avoid a failed settlement when the Custodian fails to make delivery.

d) Repurchase Agreement Transactions

The Fund may on an ancillary basis enter into repurchase agreement transactions which consist of the purchase and sale of securities with a clause reserving the seller the right or the obligation to repurchase from the acquirer the securities sold at a price and term specified by the two parties in their contractual arrangement.

The Fund can act either as purchaser or seller in repurchase agreement transactions or a series of continuing repurchase transactions. Its involvement in such transactions is, however, subject to the following rules:

(i) The Fund may not buy or sell securities using a repurchase agreement transaction unless the counterpart in such transactions is a first class financial institution specializing in this type of transaction.

(ii) During the life of a repurchase agreement contract, the Fund cannot sell the securities which are the object of the contract, either before the right to repurchase these securities has been exercised by the counterpart, or the repurchase term has expired.

(iii) Where the Fund is exposed to redemptions of its own Units, it must take care to ensure that the level of its exposure to repurchase agreement transactions is such that it is able, at all times, to meet its redemption obligations.

Repurchase agreement transactions are expected to take place on an occasional basis only.

2. Currency Hedging

In order to protect its present and future assets and liabilities against the fluctuation of currencies, the Fund may enter into transactions the object of which is the purchase or the sale of forward foreign exchange contracts, the purchase or the sale of call options or put options in respect of currencies, the purchase or the sale of currencies forward or the exchange of currencies on a mutual agreement basis, provided that these transactions be made either on exchanges or over-the-counter with first class financial institutions with a high rating specializing in these types of transactions and being participants of the over-the-counter markets.

The objective of the transactions referred to above presupposes the existence of a direct relationship between the contemplated transaction and the assets or liabilities to be hedged and implies that, in principle, transactions in a given currency (including a currency bearing a substantial relation to the value of the reference currency (i.e. currency of denomination) of the Fund - known as «Cross Hedging») may not exceed the total valuation of such assets and liabilities nor may they, as regards their duration, exceed the period where such assets are held or anticipated to be acquired or for which such liabilities are incurred or anticipated to be incurred.

Art. 8. The Units.

8.1. The Unitholder(s)

The Unitholder or Unitholders of the Fund shall only be institutional investors within the meaning of the applicable Law in the Grand Duchy of Luxembourg (the «Unitholders»).

The Unitholders may not request the liquidation of the Fund and shall have no rights with respect to the representation and management of the Fund and their failure or insolvency shall have no effect on the existence of the Fund.

No general meetings of Unitholders shall be held, and no voting rights shall be attached to the Units.

8.2. Reference Currency

The Units shall be issued without par value in United States dollars («USD») (the currency in which the Units are issued being the «Reference Currency»).

8.3. Form, ownership and transfer of Units

Units shall be issued in registered form only.

The Unitholders will, unless a Unit certificate is requested specifically, receive a written confirmation of their unitholding.

No fractions of Units shall be issued.

Unit certificates are signed on behalf of the Custodian and the Management Company by one or more persons designated therefore. The signature of the Custodian or the Management Company or other person or persons designated to sign Unit certificates may be by facsimile signature.

Title to Units in registered form is transferred by the inscription of the name of the transferee in the register of Unitholders upon delivery to the Management Company of a transfer document, duly completed and executed by the transferor and the transferee.

8.4. Restrictions on subscription and ownership

The Fund has been organised under the Luxembourg Law of July 19, 1991 concerning undertakings for collective investment the Units of which are not intended to be placed with the public.

Consequently, the sale of Units in the Fund is restricted to institutional investors and the Management Company will not accept to issue Units to persons or companies who may not be considered as institutional investors for the purpose of the Law. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of Units which would result in a non-institutional investor becoming a Unitholder in the Fund.

The Management Company will, at its full discretion, refuse the issue of Units or the transfer of Units, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Units are sold or transferred is an institutional investor for the purpose of the Law.

In considering the qualification of a subscriber or a transferee as an institutional investor, the Management Company will have due regard to the guidelines or recommendations (if any) of the competent supervisory authorities.

The Management Company may further restrict or prevent the ownership of Units by any person who is a U.S. person. The term «U.S. person» means a company or partnership organized under the laws of or existing in any state, commonwealth, territory or possession of the United States of America, or an estate or trust other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States of America is not capable of inclusion in gross income for purpose of computing United States income tax payable by it, or any firm, company or other entity, regardless of citizenship, domicile, situs or residence if under the income tax laws of the United States of America from time to time in effect, the ownership thereof would be attributed to one or more U.S. persons or any such other person or persons defined as a «U.S. person» under Regulation S promulgated under the United States Securities Act of 1933 or in the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended from time to time.

More generally, the Management Company may direct the Custodian to:

- (a) reject any application for Units;
- (b) redeem at any time Units held by Unitholders who are excluded from purchasing or holding such Units.

In the event that the Management Company gives notice of a compulsory redemption for any of the reasons set forth above to a Unitholder, such Unitholder shall cease to be entitled to the Units specified in the redemption notice immediately after the close of business on the date specified therein.

Art. 9. Issue and Redemption of Units.

9.1. Issue of Units

After the initial offering period of the Units, Units may be issued by the Management Company on a continuous basis at the request of the Unitholders.

Units may be issued each Thursday which is a Business Day in Luxembourg or if Thursday is not a Business Day, on the next following Business Day, (the «Valuation Day») subject to the right of the Management Company to suspend temporarily such issue as provided in Article 10.3. hereof. Whenever used herein, the term «Business Day» shall mean a day on which banks and stock exchanges are open for business in Luxembourg City.

The subscription price per Unit will be the Net Asset Value per Unit as of the Valuation Day on which the application for subscription of Units is received by the Management Company, provided that such application is received by the Management Company prior to 12.00 noon, Luxembourg time, on such Valuation Day; otherwise, the Management Company reserves the right to defer all dealings resulting from applications received after 12.00 noon, Luxembourg time, on any Valuation Day until the following Valuation Day. A sales charge not exceeding 3 % of such Net Asset Value shall be added and shall revert to the agents acting in connection with the placing of Units.

Any application has to be in writing specifying the amount of the contemplated investment.

The Fund will accept payment in U.S. dollars not later than five Business Days from the relevant Valuation Day. Failing this payment, applications will be considered as cancelled.

The minimum initial investment and minimum holding requirements, if any, shall be disclosed in the sales documents for the Units.

9.2. Redemption of Units

The Unitholders may at any time request redemption of its Units.

Redemptions will be made at the Net Asset Value per Unit on the Valuation Day which the application for redemption of Units is received by the Management Company, provided that such application is received by the Management Company prior to 12.00 noon, Luxembourg time, on such Valuation Day; applications received after that time will be processed on the following Valuation Day. Presently no redemption charge is levied.

Applications for redemption must be made in writing to the Management Company at its registered office in Luxembourg and should contain the following information (if applicable): The identity and address of the Unitholder requesting the redemption, the number of Units to be redeemed, whether the Units are issued with or without a certificate, the name in which such Units are registered and details as to how payment should be made. Unit certificates in proper form, if any, and all necessary documents to fulfil the redemption should be enclosed with such application.

Redemption requests must be accompanied by a document evidencing authority to act on behalf of such Unitholder or power of attorney which is acceptable in form and substance to the Management Company. Redemption requests made in accordance with the foregoing procedure shall be irrevocable, except that such Unitholder may revoke such request in the event that it cannot be honoured for any of the reasons specified in Article 10.3 hereof.

Payment of the redemption price will be made by the Custodian or its agents by bank transfer not later than five Business Days from the relevant Valuation Day or at the date on which the transfer documents have been received by the Management Company, whichever is the later date. Payment for such Units will be made in the Reference Currency of the Fund.

If on any given date payment on substantial redemption requests may not be effected out of the Fund's assets or authorized borrowings, the Management Company may, upon consent of the Custodian, defer redemptions for such period as is considered necessary to sell part of the Fund's assets in order to be able to met the substantial redemption requests.

If, as a result of any request for redemption, the aggregate Net Asset Value of all the Units held by a Unitholder would fall below the minimum amount indicated in the sales documents for the Units, the Management Company may treat such request as a request to redeem the entire unitholding of such Unitholder.

Art. 10. Determination of the Net Asset Value Per Unit.

10.1. Frequency of Calculation

The Net Asset Value per Unit and the issue and redemption prices will be calculated each Valuation Day, by reference to the value of the assets of the Fund as of the close of business in Luxembourg of the Business Day immediately preceding the Valuation Day. Such calculation will be done by the Custodian under guidelines established by, and under the responsibility of the Management Company. In addition, for reporting purposes, the Net Asset Value per Unit may be determined more frequently than every Valuation Day on such date or dates as the Management Company may at its discretion determine.

10.2. Calculation

The Net Asset Value per Unit shall be expressed in the Reference Currency of the Fund and shall be calculated by dividing the Net Asset Value of the Fund which is equal to (i) the value of the assets of the Fund and the income thereon, less (ii) the liabilities of the Fund and any provisions deemed prudent or necessary, through the total number of Units outstanding on the applicable Valuation Day in question.

The Net Asset Value per Unit may be raised up or down to the nearest unit of the Reference Currency.

If since the time of determination of the Net Asset Value of the Fund there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Management Company may, in order to safeguard the interests of the Unitholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

To the extent feasible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including the administration and management fees of the Management Company) will be accrued daily.

The value of the assets will be determined as set forth in Article 10.4. hereof. The charges incurred by the Fund are set forth in Article 11 hereof.

10.3. Suspension of Calculation

The Management Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Unit and in consequence the issue and redemption of Units of the Fund in any of the following events:

- When one or more stock exchanges, or one or more Regulated Markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if trading thereon is restricted or suspended;

- When, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the Fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Unitholders.

- In the case of breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Fund or if, for any reason, the value of any asset of the Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

- When the Management Company is incapable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Units or during which any transfer of funds is involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Units cannot in the opinion of the Board of Directors of the Management Company be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension and the termination thereof shall be notified to any Unitholder if it has applied for subscription or redemption of Units.

10.4. Valuation of the Assets

The valuation of the Net Asset Value per Unit shall be made in the following manner:

I. The assets of the Fund shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund (provided that the Fund may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph 1. below with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;

- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Fund, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

- 6) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Units of the Fund, insofar as the same have to be written off;

- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

1. The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Management Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2. The value of each security which is quoted or dealt in on a stock exchange will be valued at its latest available price on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

3. The value of each security dealt in on any other Regulated Market will be based on the price of the last available transaction on the relevant day.

4. In the event that any of the securities held in the Fund's portfolio on the relevant day are not quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any other Regulated Market or if, with respect of securities quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any Regulated Market, the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2. or 3. is not representative of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on a reasonable foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

II. The liabilities of the Fund shall include:

1) all loans, bills and accounts payable;

2) all accrued interest on loans of the Fund (including accrued fees for commitment for such loans);

3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory fees, including incentive fees, and custodian fees);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorized and approved by the Management Company, as well as such amount (if any) as the Management Company may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;

6) all other liabilities of the Fund of whatever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Fund shall take into account all charges and expenses payable by the Fund pursuant to Article 11 hereof. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency will be converted into the Reference Currency of the Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors of the Management Company.

The Board of Directors of the Management Company, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

In the event that extraordinary circumstances render a valuation in accordance with the foregoing guidelines impracticable or inadequate, the Management Company will, prudently and in good faith, use other criteria in order to achieve what it believes to be a fair valuation in the circumstances.

Art. 11. Charges and Expenses of the Fund. The costs and expenses charged to the Fund include:

– All taxes, duties, governmental and similar charges which may be due on the assets and the income of the Fund;

– The remuneration of the Management Company and any investment adviser, as mentioned in the Fund's current prospectus;

– Usual brokerage fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);

– Legal fees and expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interest of the Unitholders of the Fund;

– The fees and expenses involved in preparing and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including the Prospectus and any amendments or supplements thereto, the formation expenses of the Fund; the fees payable to its investment adviser, fees and expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, administrative, registrar and transfer agents as well as any other agent employed by the Fund; reporting expenses, including the cost of preparing, printing, in such languages as are necessary for the benefit of the Unitholders, and distributing prospectuses, annual, semi-annual and other reports or documents as may be required under applicable law or regulations; a reasonable share of the cost of promoting the Fund, including the cost of accounting and bookkeeping; the cost of preparing and distributing notices to the Unitholders; the cost of printing certificates; and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges, postage, telephone and telex; auditors' fees; and all similar administrative and operating charges, including the printing costs of copies of the above-mentioned documents or reports.

All recurring charges will be charged first against income of the Fund, then against capital gains and then against assets of the Fund. Other charges may be amortised over a period not exceeding five years.

Art. 12. Accounting year, Audit. The accounts of the Fund are closed each year on December 31 and for the first time on December 31, 1994.

The accounts of the Fund shall be kept in United States dollar being the Reference Currency of the Fund.

The accounts of the Management Company and of the Fund will be audited by an auditor appointed from time to time by the Management Company.

Art. 13. Distributions. The Management Company shall declare dividends payable, as deemed appropriate by the Management Company, by the Fund out of the net investment income available for distribution and, if considered necessary in order to maintain a reasonable level of dividend distributions, out of the net assets of the Fund. Such distributions, however, shall not impair the minimum capital required by the applicable law.

Payment of dividend will be made to the Unitholders by cash transfer in accordance with their respective payment instructions.

Art. 14. Amendments to the Management Regulations. The Management Company may, by mutual agreement with the Custodian and in accordance with Luxembourg law, make such amendments to these Management Regulations as it may deem necessary in the interest of the Unitholders. These amendments shall be effective as per the date of their signature, shall be published in the Mémorial and shall be sent to the Unitholders in such manner as may be specified from time to time by the Management Company.

Art. 15. Publications. Audited annual reports and unaudited semi-annual reports will be mailed free of charge by the Management Company to the Unitholders. The material agreements between the Fund and its agents referred to herein as well as any financial information concerning the Fund or the Management Company, including the periodic calculation of Net Asset Value per Unit, the issue and redemption prices will be made available, at the request of the Unitholders, at the registered offices of the Management Company and, the Custodian. Any other information concerning the Fund will be sent to the Unitholders at the addresses appearing in the register of Unitholders or at such address as may be indicated from time to time by the Unitholders, in such manner as may be specified from time to time by the Management Company.

Art. 16. Duration and Liquidation of the Fund. The Fund has been established for a period of five years expiring on March 29, 1999. However, the Fund may be dissolved and liquidated at any time prior to its expiration by mutual agreement between the Management Company and the Custodian, subject to such prior notice as determined by the Management Company and notified to the Unitholders. The Management Company is authorized, subject to the approval of the Custodian, to decide the dissolution of the Fund in the case where the value of the net assets of the Fund has decreased to an amount determined by the Management Company to be the minimum level for the Fund to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economic or political situation.

In the event of dissolution, the Management Company will realize the assets of the Fund in the best interests of the Unitholders, and upon instructions given by the Management Company, the Custodian will distribute the net proceeds from such liquidation, after deducting all expenses relating thereto, to the Unitholders in proportion to the number of Units held by them. The Management Company may distribute the assets of the Fund wholly or partly in kind. The proceeds of liquidation shall be paid to the Unitholders by cash transfer in accordance with their respective payment instructions.

In the event of dissolution, the decision shall be published in the manner required by law in the Mémorial and in three newspapers, one of which at least must be a Luxembourg newspaper.

Issuance and redemption of Units will cease at the time of the decision or event leading to the dissolution of the Fund. The liquidation or the partition of the Fund may not be requested by the Unitholders, nor by their beneficiaries.

Art. 17. Applicable Law, Jurisdiction, Language. Any claim arising between the Unitholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries in which the Units are offered or sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions and redemptions by Unitholders resident in such countries, to the laws of such countries. English shall be the governing language of these Management Regulations.

Executed in three original counterparts

in Luxembourg, on 20th December, 1996, to be effective on 1st January, 1997.

DKB LUX MANAGEMENT S.A.

The Management Company

Signature

DAI-ICHI KANGYO BANK

(LUXEMBOURG) S.A.

The Custodian

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 1996, vol. 488, fol. 23, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(00018/267/516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 1997.

COUGAR FUND, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

Art. 1. The Fund. COUGAR FUND (the «Fund») has been created on September 6, 1994 as an undertaking for collective investment governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. The Fund has been organized under the Luxembourg Law of July 19, 1991 on undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public (the «Law») in the form of an open-ended mutual investment fund (Fonds Commun de Placement) as an unincorporated (co-)ownership of securities and other assets permitted by law.

From 1st January, 1997 on, the assets of the Fund are solely and exclusively managed in the interest of the Unitholders (as defined in Article 8.1. hereof) by DKB LUX MANAGEMENT S.A. (the «Management Company»).

The assets of the Fund are held in custody by DAI-ICHI KANGYO BANK LUXEMBOURG S.A. (the «Custodian»). The assets of the Fund are segregated from those of the Management Company.

By the acquisition of units (the «Units») of the Fund, the Unitholders fully approve and accept these Management Regulations which determine the contractual relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian. The Management Regulations and any future amendments thereto shall be published in the «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» (the «Mémorial») and copies of these documents shall be sent to the Unitholders in such manner as may be specified from time to time by the Management Company. They shall further be on file with the District Court of Luxembourg and copies thereof shall be available at the Chancery of the District Court.

Art. 2. The Management Company. DKB LUX MANAGEMENT S.A. is the Management Company of the Fund. The Management Company is organized in the form of a public limited company («société anonyme») under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and has its registered office in Luxembourg City. The Management Company manages the assets of the Fund in compliance with the Management Regulations in its own name, but for the sole benefit of the Unitholders of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of the Fund within the objective set forth in Article 6 hereof and the restrictions set forth in Article 7 hereof.

The Board of Directors of the Management Company shall have the broadest powers to administer and manage the Fund within the restrictions set forth in Article 7 hereof, including but not limited to the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

Art. 3. The Custodian. The Management Company shall appoint and terminate the appointment of the Custodian of the assets of the Fund. DAI-ICHI KANGYO BANK (LUXEMBOURG) S.A., a corporation organized and licensed to engage in banking operations under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

Each of the Custodian or the Management Company may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days' written notice delivered by either to the other, provided, however, that any termination by the Management Company is subject to the condition that a successor Custodian assumes within two months the responsibilities and the functions of the Custodian under these Management Regulations and provided, further, that the duties of the Custodian hereunder shall, in the event of a termination by the Management Company, continue thereafter for such period as may be necessary to allow for the transfer of all assets of the Fund to the successor Custodian.

In the event of the Custodian's resignation, the Management Company shall forthwith, but not later than two months after the resignation, appoint a successor Custodian who shall assume the responsibilities and functions of the Custodian under the Management Regulations.

All securities and other assets of the Fund shall be kept in custody by the Custodian on behalf of the Unitholders of the Fund. The Custodian may, with the approval of the Management Company, entrust to banks and other financial institutions all or part of the assets of the Fund provided that such assets are not commingled with other clients' assets. The Custodian may hold securities in fungible or non-fungible accounts with such clearing houses as the Custodian, with the approval of the Management Company, may determine. The Custodian may dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund only upon receipt of proper instructions from the Management Company or its duly appointed agent(s). Upon receipt of such instructions and provided such instructions are in compliance with these Management Regulations, the Custodian Agreement and applicable law, the Custodian shall carry out all transactions with respect of the Fund's assets.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with the Law, as such Law may be amended from time to time. In particular, the Custodian shall:

- (a) ensure that the sale, issue, redemption and cancellation of Units effected on behalf of the Fund or by the Management Company are carried out in accordance with applicable law and these Management Regulations;
- (b) carry out the instructions of the Management Company, unless they conflict with applicable law or these Management Regulations;
- (c) ensure that in transactions involving the assets of the Fund, any consideration is remitted to it within the customary settlement dates; and
- (d) ensure that the income attributable to the Fund is applied in accordance with these Management Regulations.

The Custodian shall be entitled to receive such fee as will be agreed upon from time to time between the Management Company and the Custodian. The fee will be calculated in accordance with customary banking practice in Luxembourg and payable quarterly.

Any liability that the Custodian may incur with respect to any damage caused to the Management Company, the Unitholders or third parties as a result of the defective performance of its duties hereunder will be determined under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 4. Investment Adviser. The Management Company may enter into a written agreement with one or more persons to act as investment adviser (the «Investment Adviser») for the Fund and to render such other services as may be agreed upon by the Management Company and such Investment Adviser. By an initial written agreement dated September 6, 1994, renewed on 20th December, 1996, DKB INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL LIMITED has been appointed as Investment Adviser. The Investment Adviser shall provide the Management Company with advice, reports and recommendations in connection with the management of the Fund and shall advise the Management Company as to the selection of the securities and other assets constituting the portfolio of the Fund. Such agreement may provide for such fees and contain such terms and conditions as the parties thereto shall deem appropriate. Notwithstanding such an agreement, the Management Company shall remain ultimately responsible for the management of the Fund's assets.

Art. 5. Classes of Units. All Units shall be of the same class.

Art. 6. Investment Objective and Policies. The Fund's investment objective is to seek high current income, as well as long term preservation of capital, by investing in a diversified portfolio of bonds including convertibles, equities including on an ancillary basis warrants, equity related securities, money market instruments, undertakings for collective investment («UCI») and or cash.

The Fund's investments are limited to the markets of Australia, Austria, Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Hong Kong, Italy, Japan, Korea, Malaysia, Netherlands, Norway, Luxembourg, Singapore, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom and United States of America and the relevant Euromarkets.

Investments shall only be made in one of the following currencies: Australian Dollar, Austrian Shilling, Belgian Franc, Canadian Dollar, Danish Krone, Finnish Mark, French Franc, German Mark, Dutch Guilder, Hong Kong dollar, Italian Lira, Japanese Yen, Korean Won, Norwegian Krone, Luxembourg Franc, Singapore Dollar, Spanish Peseta, Swedish Krone, Swiss Franc, Pound Sterling, US Dollar, Malaysian Ringgit and ECU, provided that investments in currencies other than the US dollar are limited to 60 % of the Fund's net assets.

The Fund shall observe the following guidelines for its investments:

(i) deposits and money market instruments are limited to those issued by or placed to the top 500 banks by total assets as rated by «The Banker».

(ii) commercial papers and certificates of deposit are limited to those rated at least A1 or P1 by Standard & Poors or Moody's or equivalent by utilizing similar credit criteria;

(iii) bonds are limited to those rated A or above by Standard & Poors or Moody's or equivalent by utilizing similar credit criteria;

(iv) equities, equity related securities and convertible bonds are limited to those listed on recognized Stock Exchanges or over the counter markets, or to issues scheduled to be listed on recognized Stock Exchanges in the countries listed above and to regulated UCIs;

In order to protect the value of its assets, the Fund may enter into interest rate, currency and securities index futures contracts, including the purchase and sale of related options, and may enter into forward currency exchange transactions and swap agreements and may write call options and purchase put options on currencies to the extent permitted by its investment restrictions. Subject also to its investment restrictions, the Fund may purchase and write call and put options on individual securities in its portfolio and on indexes of securities.

Subject to the restrictions laid down hereinafter, the Fund may further use special investment and hedging techniques and instruments.

The percentage of the Fund's assets invested in particular types of securities may vary from time to time based on the Investment Adviser's view of business, economic and market conditions then prevailing.

Art. 7. Investment Restrictions, Techniques and Instruments.

7.1. Investment Restrictions

The investment policy shall comply with the following rules and restrictions:

(a) The Fund shall not:

- invest more than 10 % of its net assets in securities, which are not listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market which operates regularly and is recognized and open to the public («Regulated Market»);
- invest more than 10 % of its net assets in securities issued by the same issuing body;
- acquire more than 10 % of the securities of the same kind issued by the same issuing body.

The restrictions mentioned hereabove are not applicable to securities issued or guaranteed by a member state of the OECD or their local authorities or by public international bodies with EC, regional or world-wide scope.

(b) The Fund shall not invest more than 40 % of its net assets in equities, equity related securities or convertible bonds, provided that not more than 5 % of its net assets shall be invested in any single issuing body of such securities.

(c) The Fund shall not acquire more than 5 % of the outstanding amount of a single issue of debt securities.

(d) The Fund shall not invest more than 20 % of its net assets in other UCI's.

(e) The Fund may invest up to 100 % in cash or cash equivalents denominated in US dollars, whereby (i) any such cash shall consist of at least three time deposits with maturities not exceeding 12 months and (ii) any such cash equivalents shall consist of a portfolio of money market instruments issued by first class issuers with maturities not exceeding 12 months, provided that in respect of any such money market instruments, the restrictions set forth above under (a) and (c) shall not apply to the extent these instruments are regularly negotiated on organized markets.

(f) The Fund shall not acquire physical commodities or precious metals or certificates representative thereof nor options thereof.

(g) The Fund shall not invest in real estate, provided that investments may be made in securities secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

(h) The Fund shall not use its assets for the underwriting of any securities.

(i) The Fund shall not grant loans or guarantees on its behalf for third parties.

(j) The Fund shall not undertake any sort of gearing transactions or short positions.

(k) The Fund shall not borrow amounts in excess of 25 % of its net assets without restriction in respect of the intended use thereof.

7.2. Special Investment and Hedging Techniques and Instruments.

1. Techniques and Instruments related to Transferable Securities

For the purpose of hedging and efficient portfolio management, duration management or other risk management of the portfolio, the Fund may use the following techniques and instruments relating to transferable securities:

(A) Transactions relating to Options on Transferable Securities

An option is the right to buy or sell a particular asset at a stated price at some date in the future within a particular period. The Fund may buy and sell call or put options on transferable securities provided that these options are traded on options exchanges or over-the-counter with broker-dealers who make markets in these options and who are first class financial institutions with a high rating specializing in these types of transactions and being participants in the over-the-counter markets.

The Fund shall further comply with the following rules:

(i) The total amount of premiums paid for the purchase of call and put options which are considered here, together with the total amount of premiums paid for the purchase of call and put options described under (B) (b) below, may not exceed 15 % of the Net Asset Value of the Fund.

(ii) The total commitment arising from (a) the sale of call and put options (excluding the sale of call options for which there is adequate (cover) and the total commitment arising from transactions for purposes other than hedging as referred to under (B) below, may not exceed at any time the Net Asset Value of the Fund. In this context, the commitment on call and put options sold is equal to the aggregate amount of the exercise prices of those options.

(iii) When selling call options, the Fund must hold either the underlying transferable securities, or matching call options or any other instruments (such as warrants) providing sufficient cover. The cover for call options sold may not be disposed of as long as the options exist unless they are covered in turn by matching options or other instruments used for the same purpose. Notwithstanding the foregoing, the Fund may sell uncovered call options if the Fund is, at all times, able to cover the positions taken on such sale and if the exercise prices of such options do not exceed 25 % of the Net Asset Value of the Fund.

(iv) When selling put options, the Fund must be covered during the full duration of the options by sufficient cash to pay for the transferable securities deliverable to the Fund by the counterpart on the exercise of the options.

(B) Transactions relating to Futures and Option Contracts relating to Financial Instruments

Dealing in financial futures is the trading in contracts related to the future value of transferable securities or other financial instruments. Except as regards interest rate swaps on a mutual agreement basis and options which may be traded as provided for under (A) hereabove, all transactions in financial futures may be made on a Regulated Market only. Subject to the following conditions, such transactions may be made for hedging purposes or efficient portfolio management and for other purposes.

a) Hedging

Hedging is designated to protect a known future commitment.

(i) As a global hedge against the risk of unfavourable stock market movements, the Fund may sell futures on stock market indices or other financial instruments on indices. For the same purpose, the Fund may sell call options or buy put options on stock market indices. The objective of these hedging operations assumes that a sufficient correlation exists between the composition of the index used and the Fund's corresponding portfolios.

(ii) As a global hedge against interest rate fluctuations, the Fund may sell interest rate futures contracts. For the same purpose, it can also sell call options or buy put options on interest rates or make interest rate swaps on a mutual agreement basis with first class financial institutions specializing in this type of transaction.

The total commitment relating to futures and option contracts on stock market indices may not exceed the total valuation of securities held by the Fund in the market corresponding to each index. In the same way, the total commitment on interest rate futures contracts, option contracts on interest rates and interest rate swaps may not exceed the total valuation of the assets and liabilities to be hedged held by the Fund in the currency corresponding to these contracts.

b) Trading

Trading is based on the forecasting of future movements in financial markets. In this context and apart from option contracts on transferable securities (See (A) above) and contracts relating to currencies (See 2. below), the Fund may, for a purpose other than hedging, buy and sell futures contracts and options contracts on any type of financial instrument, provided that the total commitment arising on these purchase and sale transactions together with the total commitment arising on the sale of call and put options on transferable securities of the Fund at no time exceeds its Net Asset Value.

Sales of call options on transferable securities for which the Fund has sufficient cover are not included in the calculation of the total commitment referred to above.

In this context, the commitment arising on transactions which do not relate to options on transferable securities is defined as follows:

– the commitment arising on futures contracts is equal to the liquidation value of the net position of contracts relating to identical financial instruments (after netting between purchase and sale positions), without taking into account the respective maturities; and

– the commitment relating to options bought and sold is equal to the sum of the exercise prices of those options representing the net sold position in respect of the same underlying asset, without taking into account the respective maturities.

The total of the premiums paid to acquire call and put options as described above, together with the total of the premiums paid to acquire call and put options on transferable securities as described under (A) above may not exceed 15 % of the Net Assets of the Fund.

c) Securities Lending and Borrowing

The Fund may enter into securities lending and borrowing transactions provided that they comply with the following rules:

(i) The Fund may only lend or borrow securities through a standardised system organised by a recognised clearing institution or through a first class financial institution specializing in this type of transaction.

(ii) As part of lending transactions, the Fund must in principle receive a guarantee, the value of which at the conclusion of the contract must be at least equal to the global valuation of the securities lent.

This guarantee must be given in the form of liquid assets and/or in the form of securities issued or guaranteed by a Member State of the OECD or by their local authorities or by supranational institutions and undertakings of a community, regional or world-wide nature and blocked in the name of the Fund until the expiry of the loan contract.

Such a guarantee shall not be required if the securities lending is made through CEDEL or EUROCLEAR or through any other organisation assuring to the lender a reimbursement of the value of the securities lent, by way of a guarantee or otherwise.

(iii) Securities lending transactions may not exceed 50 % of the global valuation of the securities portfolio of the Fund. This limitation does not apply where the Fund is entitled at all times to the cancellation of the contract and the restitution of the securities lent.

(iv) Securities lending and borrowing transactions may not extend beyond a period of 30 days.

(v) The securities borrowed by the Fund may not be disposed of during the time they are held by the Fund, unless they are covered by sufficient financial instruments which enable the Fund to reconstitute the borrowed securities at the close of the transaction.

(vi) Borrowing transactions may not exceed 50 % of the global valuation of the securities portfolio of the Fund.

(vii) The Fund may borrow securities under the following circumstances in connection with the settlement of a sale transaction: (i) during a period the securities have been sent out for re-registration; (ii) when the securities have been loaned and not returned in time; and (iii) to avoid a failed settlement when the Custodian fails to make delivery.

d) Repurchase Agreement Transactions

The Fund may on an ancillary basis enter into repurchase agreement transactions which consist of the purchase and sale of securities with a clause reserving the seller the right or the obligation to repurchase from the acquirer the securities sold at a price and term specified by the two parties in their contractual arrangement.

The Fund can act either as purchaser or seller in repurchase agreement transactions or a series of continuing repurchase transactions. Its involvement in such transactions is, however, subject to the following rules:

(i) The Fund may not buy or sell securities using a repurchase agreement transaction unless the counterpart in such transactions is a first class financial institution specializing in this type of transaction.

(ii) During the life of a repurchase agreement contract, the Fund cannot sell the securities which are the object of the contract, either before the right to repurchase these securities has been exercised by the counterpart, or the repurchase term has expired.

(iii) Where the Fund is exposed to redemptions of its own Units, it must take care to ensure that the level of its exposure to repurchase agreement transactions is such that it is able, at all times, to meet its redemption obligations.

Repurchase agreement transactions are expected to take place on an occasional basis only.

2. Currency Hedging

In order to protect its present and future assets and liabilities against the fluctuation of currencies, the Fund may enter into transactions the object of which is the purchase or the sale of forward foreign exchange contracts, the purchase or the sale of call options or put options in respect of currencies, the purchase or the sale of currencies forward or the exchange of currencies on a mutual agreement basis, provided that these transactions be made either on exchanges or over-the-counter with first class financial institutions with a high rating specializing in these types of transactions and being participants of the over-the-counter markets.

The objective of the transactions referred to above presupposes the existence of a direct relationship between the contemplated transaction and the assets or liabilities to be hedged and implies that, in principle, transactions in a given currency (including a currency bearing a substantial relation to the value of the reference currency (i.e. currency of denomination) of the Fund - known as «Cross Hedging») may not exceed the total valuation of such assets and liabilities nor may they, as regards their duration, exceed the period where such assets are held or anticipated to be acquired or for which such liabilities are incurred or anticipated to be incurred.

Art. 8. The Units.

8.1. The Unitholder(s)

The Unitholder or Unitholders of the Fund shall only be institutional investors within the meaning of the applicable Law in the Grand Duchy of Luxembourg (the «Unitholders»).

The Unitholders may not request the liquidation of the Fund and shall have no rights with respect to the representation and management of the Fund and their failure or insolvency shall have no effect on the existence of the Fund.

No general meetings of Unitholders shall be held, and no voting rights shall be attached to the Units.

8.2. Reference Currency

The Units shall be issued without par value in United States dollars («USD») (the currency in which the Units are issued being the «Reference Currency»).

8.3. Form, ownership and transfer of Units

Units shall be issued in registered form only.

The Unitholders will, unless a Unit certificate is requested specifically, receive a written confirmation of their unitholding.

No fractions of Units shall be issued.

Unit certificates are signed on behalf of the Custodian and the Management Company by one or more persons designated therefore. The signature of the Custodian or the Management Company or other person or persons designated to sign Unit certificates may be by facsimile signature.

Title to Units in registered form is transferred by the inscription of the name of the transferee in the register of Unitholders upon delivery to the Management Company of a transfer document, duly completed and executed by the transferor and the transferee.

8.4. Restrictions on subscription and ownership

The Fund has been organised under the Luxembourg Law of July 19, 1991 concerning undertakings for collective investment the Units of which are not intended to be placed with the public.

Consequently, the sale of Units in the Fund is restricted to institutional investors and the Management Company will not accept to issue Units to persons or companies who may not be considered as institutional investors for the purpose of the Law. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of Units which would result in a non-institutional investor becoming a Unitholder in the Fund.

The Management Company will, at its full discretion, refuse the issue of Units or the transfer of Units, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Units are sold or transferred is an institutional investor for the purpose of the Law.

In considering the qualification of a subscriber or a transferee as an institutional investor, the Management Company will have due regard to the guidelines or recommendations (if any) of the competent supervisory authorities.

The Management Company may further restrict or prevent the ownership of Units by any person who is a U.S. person. The term «U.S. person» means a company or partnership organized under the laws of or existing in any state, commonwealth, territory or possession of the United States of America, or an estate or trust other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States of America is not capable of inclusion in gross income for purpose of computing United States income tax payable by it, or any firm, company or other entity, regardless of citizenship, domicile, situs or residence if under the income tax laws of the United States of America from time to time in effect, the ownership thereof would be attributed to one or more U.S. persons or any such other person or persons defined as a «U.S. person» under Regulation S promulgated under the United States Securities Act of 1933 or in the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended from time to time.

More generally, the Management Company may direct the Custodian to:

- (a) reject any application for Units;
- (b) redeem at any time Units held by Unitholders who are excluded from purchasing or holding such Units.

In the event that the Management Company gives notice of a compulsory redemption for any of the reasons set forth above to a Unitholder, such Unitholder shall cease to be entitled to the Units specified in the redemption notice immediately after the close of business on the date specified therein.

Art. 9. Issue and Redemption of Units.

9.1. Issue of Units

After the initial offering period of the Units, Units may be issued by the Management Company on a continuous basis at the request of the Unitholders.

Units may be issued each Thursday which is a Business Day in Luxembourg or if Thursday is not a Business Day, on the next following Business Day, (the «Valuation Day») subject to the right of the Management Company to suspend temporarily such issue as provided in Article 10.3. hereof. Whenever used herein, the term «Business Day» shall mean a day on which banks and stock exchanges are open for business in Luxembourg City.

The subscription price per Unit will be the Net Asset Value per Unit as of the Valuation Day on which the application for subscription of Units is received by the Management Company, provided that such application is received by the Management Company prior to 12.00 noon, Luxembourg time, on such Valuation Day; otherwise the Management Company reserves the right to defer all dealings resulting from applications received after 12.00 noon, Luxembourg time, on any Valuation Day until the following Valuation Day. A sales charge not exceeding 3 % of such Net Asset Value per Unit shall be added and shall revert to the agents acting in connection with the placing of Units.

Any application has to be in writing specifying the amount of the contemplated investment.

The Fund will accept payment in USD not later than five Business Days from the relevant Valuation Day. Failing this payment, applications will be considered as cancelled.

The minimum initial investment and minimum holding requirements, if any, shall be disclosed in the sales documents for the Units.

9.2. Redemption of Units

The Unitholders may at any time request redemption of its Units.

Redemptions will be made at the Net Asset Value per Unit on the Valuation Day which the application for redemption of Units is received by the Management Company, provided that such application is received by the Management Company prior to 12.00 noon, Luxembourg time, on such Valuation Day; applications received after that time will be processed on the following Valuation Day. Presently no redemption charge is levied.

Applications for redemption must be made in writing to the Management Company at its registered office in Luxembourg and should contain the following information (if applicable): The identity and address of the Unitholder requesting the redemption, the number of Units to be redeemed, whether the Units are issued with or without a certificate, the name in which such Units are registered and details as to how payment should be made. Unit certificates in proper form, if any, and all necessary documents to fulfil the redemption should be enclosed with such application.

Redemption requests must be accompanied by a document evidencing authority to act on behalf of such Unitholder or power of attorney which is acceptable in form and substance to the Management Company. Redemption requests made in accordance with the foregoing procedure shall be irrevocable, except that such Unitholder may revoke such request in the event that it cannot be honoured for any of the reasons specified in Article 10.3 hereof.

Payment of the redemption price will be made by the Custodian or its agents by bank transfer not later than five Business Days from the relevant Valuation Day or at the date on which the transfer documents have been received by the Management Company, whichever is the later date. Payment for such Units will be made in the Reference Currency of the Fund.

If on any given date payment on substantial redemption requests may not be effected out of the Fund's assets or authorized borrowings, the Management Company may, upon consent of the Custodian, defer redemptions for such period as is considered necessary to sell part of the Fund's assets in order to be able to met the substantial redemption requests.

If, as a result of any request for redemption, the aggregate Net Asset Value of all the Units held by a Unitholder would fall below the minimum amount indicated in the sales documents for the Units, the Management Company may treat such request as a request to redeem the entire unitholding of such Unitholder.

Art. 10. Determination of the Net Asset Value Per Unit.**10.1. Frequency of Calculation**

The Net Asset Value per Unit and the issue and redemption prices will be calculated each Valuation Day, by reference to the value of the assets of the Fund as of the close of business in Luxembourg of the Business Day immediately preceding the Valuation Day. Such calculation will be done by the Custodian under guidelines established by, and under the responsibility of the Management Company. In addition, for reporting purposes, the Net Asset Value per Unit may be determined more frequently than every Valuation Day on such date or dates as the Management Company may at its discretion determine.

10.2. Calculation

The Net Asset Value per Unit shall be expressed in the Reference Currency of the Fund and shall be calculated by dividing the Net Asset Value of the Fund which is equal to (i) the value of the assets of the Fund and the income thereon, less (ii) the liabilities of the Fund and any provisions deemed prudent or necessary, through the total number of Units outstanding on the applicable Valuation Day in question.

The Net Asset Value per Unit may be raised up or down to the nearest unit of the Reference Currency.

If since the time of determination of the Net Asset Value of the Fund there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Management Company may, in order to safeguard the interests of the Unitholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

To the extent feasible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including the administration and management fees of the Management Company) will be accrued daily.

The value of the assets will be determined as set forth in Article 10.4. hereof. The charges incurred by the Fund are set forth in Article 11 hereof.

10.3. Suspension of Calculation

The Management Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Unit and in consequence the issue and redemption of Units of the Fund in any of the following events:

- When one or more stock exchanges, or one or more Regulated Markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if trading thereon is restricted or suspended;

- When, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the Fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Unitholders;

- In the case of breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Fund or if, for any reason, the value of any asset of the Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;

- When the Management Company is incapable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Units or during which any transfer of funds is involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Units cannot in the opinion of the Board of Directors of the Management Company be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension and the termination thereof shall be notified to any Unitholder if it has applied for subscription or redemption of Units.

10.4. Valuation of the Assets

The valuation of the Net Asset Value per Unit shall be made in the following manner:

I. The assets of the Fund shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund (provided that the Fund may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph 1. below with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;

- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Fund, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

- 6) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Units of the Fund, insofar as the same have to be written off;

- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

1. The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Management Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2. The value of each security which is quoted or dealt in on a stock exchange will be valued at its latest available price on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

3. The value of each security dealt in on any other Regulated Market will be based on the price of the last available transaction on the relevant day.

4. In the event that any of the securities held in the Fund's portfolio on the relevant day are not quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any other Regulated Market or if, with respect of securities quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any Regulated Market, the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2. or 3. is not representative of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on a reasonable foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

H. The liabilities of the Fund shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Fund (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory fees, including incentive fees, and custodian fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorized and approved by the Management Company, as well as such amount (if any) as the Management Company may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;
- 6) all other liabilities of the Fund of whatever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Fund shall take into account all charges and expenses payable by the Fund pursuant to Article 11 hereof. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency will be converted into the Reference Currency of the Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors of the Management Company.

The Board of Directors of the Management Company, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

In the event that extraordinary circumstances render a valuation in accordance with the foregoing guidelines impracticable or inadequate, the Management Company will, prudently and in good faith, use other criteria in order to achieve what it believes to be a fair valuation in the circumstances.

Art. 11. Charges and Expenses of the Fund.

The costs and expenses charged to the Fund include:

- All taxes, duties, governmental and similar charges which may be due on the assets and the income of the Fund;
- The remuneration of the Management Company and any investment adviser, as mentioned in the Fund's current prospectus;
- Usual brokerage fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- Legal fees and expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interest of the Unitholders of the Fund;
- The fees and expenses involved in preparing and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including the Prospectus and any amendments or supplements thereto, the formation expenses of the Fund; the fees payable to its investment adviser, fees and expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, administrative, registrar and transfer agents as well as any other agent employed by the Fund; reporting expenses, including the cost of preparing, printing, in such languages as are necessary for the benefit of the Unitholders, and distributing prospectuses, annual, semi-annual and other reports or documents as may be required under applicable law or regulations; a reasonable share of the cost of promoting the Fund including, the cost of accounting and bookkeeping; the cost of preparing and distributing notices to the Unitholders; the cost of printing certificates; and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges, postage, telephone and telex; auditors' fees; and all similar administrative and operating charges, including the printing costs of copies of the above-mentioned documents or reports.

All recurring charges will be charged first against income of the Fund, then against capital gains and then against assets of the Fund. Other charges may be amortised over a period not exceeding five years.

Art. 12. Accounting Year, Audit.

The accounts of the Fund are closed each year on the last day of February and for the first time on February 28, 1995.

The accounts of the Fund shall be kept in United States dollar being the Reference Currency of the Fund.

The accounts of the Management Company and of the Fund will be audited by an auditor appointed from time to time by the Management Company.

Art. 13. Distributions.

The Management Company shall declare dividends payable, as deemed appropriate by the Management Company, by the Fund out of the net investment income available for distribution and, if considered necessary in order to maintain a reasonable level of dividend distributions, out of the net assets of the Fund. Such distributions, however, shall not impair the minimum capital required by the applicable law.

Payment of dividend will be made to the Unitholders by cash transfer in accordance with their respective payment instructions.

DEYA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 26.285.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt décembre.

Par-devant Maître Camille Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A Luxembourg;

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DEYA S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 26.285, constituée suivant acte reçu le 24 juin 1987, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 306 du 30 octobre 1987, et dont les statuts ont été modifiés suivant actes:

- en date du 22 avril 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 192 du 16 juillet 1988;
- en date du 5 mai 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 196 du 21 juillet 1988;
- en date du 29 janvier 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 294 du 24 août 1990;
- en date du 12 mars 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 326 du 14 septembre 1990;
- et pour la dernière fois en date du 31 juillet 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 44 du 6 février 1992.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Gustave Stoffel, directeur adjoint de banque, demeurant à Wecker.

Monsieur le président désigne comme secrétaire, Madame Maryse Santini, fondé de pouvoir, demeurant à Bettembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Mademoiselle Gaby Stammet, employée de banque, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Monsieur le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social à concurrence de ECU 26.100.000,- (vingt-six millions cent mille ECU) pour le ramener de son montant actuel de ECU 58.000.000,- (cinquante-huit millions ECU) à ECU 31.900.000,- (trente et un millions neuf cents ECU), et remboursement aux actionnaires au prorata du pourcentage de titres détenus.

2. Réalisation de cette réduction par diminution de la valeur nominale des 58.000 actions de capital existantes à concurrence de ECU 450,- (quatre cent cinquante ECU) pour la porter de ECU 1.000,- (mille ECU) à ECU 550,- (cinq cent cinquante ECU) par action.

3. Pouvoirs au conseil d'administration de fixer les modalités de remboursement aux actionnaires.

4. Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions prises.

B) Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis de convocation contenant l'ordre du jour et publiés:

- au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations des 2 et 11 décembre 1996;
- au journal Luxemburger Wort des 2 et 11 décembre 1996.

Qu'il résulte de la liste de présence que sur les 58.000 (cinquante-huit mille) actions en circulation, représentatives de l'intégralité du capital social, 50.710 (cinquante mille sept cent dix) sont dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

C) Que la présente assemblée, composée d'un nombre d'actionnaires représentant plus de la moitié des actions en circulation est régulièrement constituée et peut, en conséquence, délibérer valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour lui soumis.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de ECU 26.100.000,- (vingt-six millions cent mille ECU), pour le ramener de son montant actuel de ECU 58.000.000,- (cinquante-huit millions d'ECU) à ECU 31.900.000,- (trente et un millions neuf cent mille ECU), par diminution de la valeur nominale de chacune des 58.000 (cinquante-huit mille) actions à concurrence de ECU 450,- (quatre cent cinquante ECU) pour la ramener de ECU 1.000,- (mille ECU) à ECU 550,- (cinq cent cinquante ECU) par action et de rembourser le montant de cette réduction aux actionnaires au prorata du pourcentage des titres par eux détenus, aucune action n'étant annulée.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent et au remboursement aux actionnaires au prorata du pourcentage de titres détenus, étant entendu que le remboursement ne peut avoir lieu que 30 (trente jours après la publication du présent acte au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations).

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le capital souscrit est fixé à ECU 31.900.000 (trente et un millions neuf cent mille ECU), représentés par 58.000 (cinquante-huit mille) actions d'une valeur nominale de ECU 550,- (cinq cent cinquante ECU) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: G. Stoffel, G. Stammel, M. Santini, C. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 1996, vol. 95S, fol. 56, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 1997.

C. Hellinckx.

(02580/215/86) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 1997.

DEYA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 26.285.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 1997.

Pour le notaire
Signature

(02581/215/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 1997.

L.I.V., LUXEMBURGISCHE IMMOBILIEN-VERWALTUNG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 10, avenue de la Faïencerie.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le dix octobre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) MARKETING PROMOTION HOLDING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, ici représentée par Monsieur Marcel Hilbert, administrateur de sociétés, demeurant à Sandweiler et agissant en sa qualité d'administrateur-délégué de la société,

lui-même représenté par Mademoiselle Nadia Hemmerling, secrétaire, demeurant à Bereldange, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 8 octobre 1996;

2) Monsieur Philip Croshaw, Corporate Consultant, demeurant à Sark (Iles Anglo-Normandes), ici représenté par Mademoiselle Nicole Zillgen, employée privée, demeurant à Trèves (Allemagne), en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 8 octobre 1996.

Lesquelles procurations, après signature ne varietur par les mandataires et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de L.I.V., LUXEMBURGISCHE IMMOBILIEN-VERWALTUNG S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

La Société peut établir, par simple décision de son conseil d'administration, des sièges administratifs, succursales, dépôts, ou comptoirs au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée. La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la gestion de son patrimoine mobilier et immobilier, en ce compris l'achat, la vente et la gestion d'immeubles propres.

En général, la société pourra effectuer toutes autres transactions commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

Art. 3. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs, divisé en mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de mille (1.000,-) francs chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915 modifiée par la loi du 24 avril 1983.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué en une fois ou par tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

La constatation d'une telle augmentation ou diminution du capital peut être confiée par l'assemblée générale au Conseil d'Administration.

L'assemblée générale appelée à délibérer soit sur l'augmentation de capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital, conformément à l'article 32-1 de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants ou autoriser le conseil à le faire sous les conditions définies à l'article 32-3 (5) deuxième alinéa de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 5. La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

La Société se trouve engagée, soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par la signature individuelle d'un administrateur-délégué.

Art. 7. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'Assemblée Générale Annuelle se réunit de plein droit le vingt juin à dix heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'Assemblée Générale des Actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 telle que modifiée par la loi du 24 avril 1983, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération

Les comparants précités ont souscrit les actions créées de la manière suivante:

1) MARKETING PROMOTION HOLDING S.A, préqualifiée, mille deux cent quarante-neuf actions	1.249
2) Monsieur Philip Croshaw, préqualifié, une action	1
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Toutes les actions ont été libérées en espèces de sorte que le montant d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 1996.
- 2) La première assemblée générale annuelle aura lieu en 1997.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de cinquante-cinq mille (55.000,-) francs.

Assemblée constitutive

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Monsieur Percy James Williams, Corporate Consultant, demeurant à Guernesey (Iles Anglo-Normandes),
 - b) Monsieur Paul Joseph Williams, Corporate Consultant, demeurant à Guernesey (Iles Anglo-Normandes),
 - c) Monsieur Marcel Hilbert, administrateur de sociétés, demeurant à Sandweiler.
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire:
INTERNATIONAL AUDITING SERVICES S.A., société établie ayant son siège social à Tortola (Iles Vierges Britanniques).
- 4) Le mandat des administrateurs et du commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2002.
- 5) Conformément aux dispositions des articles 53, alinéa 4, et 60 de la loi sur les sociétés commerciales et en vertu de l'article 6 des statuts, le conseil d'administration est autorisé et mandaté pour élire un administrateur-délégué qui aura tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature.
- 6) Le siège de la Société est fixé à L-1510 Luxembourg, 10, avenue de la Faïencerie.

Déclaration

Le notaire soussigné a informé les mandataires des comparants que l'exercice de l'objet social prédécrit requiert éventuellement une autorisation préalable délivrée par le Ministère des Classes Moyennes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: N. Hemmerling, N. Zillgen, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 1996, vol. 93S, fol. 91, case 10. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 1996.

A. Schwachtgen.

(41624/230/148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

ACTIEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 55.840.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-huit octobre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ACTIEST S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte du notaire instrumentant, en date du 9 juillet 1996, en voie de publication.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Danielle Rothen-Kurtz, secrétaire, demeurant à CH-5000 Aarau, Erlenweg 6,

qui désigne comme secrétaire, Monsieur Jean-Marie Detourbet, manager, demeurant à Malzéville, France.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Urs Rothen, architecte, demeurant à CH-5000 Aarau, Erlenweg 6.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. - Révocation des administrateurs et décharge.
2. - Nomination de trois nouveaux administrateurs.
3. - Autorisation donnée au conseil d'administration de déléguer les pouvoirs de gestion journalière ainsi que de la représentation de la société concernant cette gestion à un ou plusieurs de ses membres.

4. - Divers.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de révoquer les administrateurs actuels de la société et leur accorde pleine et entière décharge en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions jusqu'à ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer trois nouveaux administrateurs, à savoir:

- a) Madame Danielle Rothen-Kurtz, prénommée,
- b) Monsieur Urs Rothen, prénommé,
- c) ITP S.A., établie et ayant son siège social à Livange.

Troisième résolution

L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer les pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à un ou plusieurs de ses membres.

Réunion du conseil d'administration

Ensuite les membres du conseil d'administration, tous présents ou représentés, et acceptant leur nomination, ont désigné, à l'unanimité, en conformité avec les pouvoirs leur conférés par les actionnaires, Madame Danielle Rothen-Kurtz, prénommée, comme administrateur-délégué.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. Rothen-Kurtz, J.-M. Detourbet, U. Rothen, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 1996, vol. 94S, fol. 19, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 20 novembre 1996.

G. Lecuit.

(41633/220/65) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

M.D.Z. S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 35.514.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire

qui s'est tenue le 3 octobre 1996 à 10.00 heures à Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve

– Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes vient à échéance à la présente assemblée.

L'assemblée générale statutaire décide de nommer aux postes d'administrateur:

– Monsieur Pierre Delhaize, administrateur de sociétés, demeurant à Ohain (Belgique);

– Monsieur Marc Lamesch, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;

– Monsieur Baudoin Nagelmarkers, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

La société sera engagée par la signature conjointe de Monsieur Pierre Delhaize et d'un administrateur.

Il est précisé que le mandat de Monsieur Pierre Delhaize est exercé à titre gratuit.

L'assemblée générale statutaire décide de nommer au poste de commissaire aux comptes:

– Monsieur Pascal Wagner, demeurant à Pétange.

Le mandat des administrateurs et commissaire aux comptes viendra à échéance à l'assemblée générale statutaire de l'an 2001.

Pour copie conforme

Signature Signature
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 1996, vol. 486, fol. 89, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(41691/518/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

LYNCH BATAILLEY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 38.528.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 22 novembre 1996, vol. 486, fol. 88, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
(41690/520/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 1996.

STANDARD FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) UMBRELLA FUND.

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

We have the honour to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the Company to be held on *18 February, 1997* at 3.00 p.m. at 69, route d'Esch, Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor.
2. Approval of the Statement of Net Assets at 30 September 1996 and the Statement of Operations for the year ended 30 September 1996.
3. Allocation of the net results.
4. Discharge to the directors and the independent auditor.
5. Statutory appointments.
6. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the annual general meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the meeting with no restriction.

In order to take part at the meeting of 18 February, 1997, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting with the following bank who is authorised to receive the shares on deposit:

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
69, route d'Esch
L-1470 Luxembourg.

I (00168/584/25)

The Board of Directors.

MDJ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 38.563.

Les obligataires de la société sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE

des obligataires qui se tiendra le *17 février 1997* à L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri à 11.00 heures et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Réduction du taux de l'emprunt obligataire convertible 1992-2001 BEF 33.000.000,- pour le ramener de 8 % à 6,75 % l'an à partir du 1^{er} janvier 1997.
2. Changement du règlement des «Modalités des obligations convertibles», paragraphes 3 et 6.
3. Emission de nouveaux certificats obligataires en remplacement de ceux émis antérieurement.

Luxembourg, le 27 janvier 1997.

I (00169/742/17)

Le Conseil d'Administration.

MONTERREY STORES INTERNATIONAL CORPORATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 12.103.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi *17 février 1997* à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports de Gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 1996. Affectation du résultat.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (00153/595/15)

Le Conseil d'Administration.

PLACINDUS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 31.182.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 février 1997 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 1996.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

I (00032/534/16)

Le Conseil d'Administration.

B.A.P., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 41.744.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 26 février 1997 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (00053/534/15)

Le Conseil d'Administration.

GOLDROSE S.A.H., Société Anonyme Holding.

Registered office: L-9678 Nothum, Maison 34.
R. C. Diekirch B 1.859.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on Monday, March 3, 1997 at 11.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 1996.
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor.
4. Election or re-election of the Directors and of the Statutory Auditor for a new statutory term of six years.
5. Miscellaneous.

I (00095/000/15)

TAMI, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 41.760.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 13 février 1997 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (00052/534/15)

Le Conseil d'Administration.

SCHILLING GARANT, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: L-1115 Luxemburg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

H. R. Luxemburg B 38.660.

Die Anteilsinhaber der SCHILLING GARANT SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am 10. Februar 1997 um 15.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft stattfindet.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 1996.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilsinhaber berechtigt, die bis spätestens 7. Februar 1997 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilsinhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Die ordnungsgemäss einberufene Generalversammlung vertritt sämtliche Anteilsinhaber. Die Anwesenheit einer Mindestanzahl von Anteilsinhabern ist nicht erforderlich. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der vertretenen Anteile gefasst.

Luxemburg, im Januar 1997.

Der Verwaltungsrat.

II (00045/673/24)

EAST PARTNERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxemburg B 33.655.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 12 février 1997 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 1996.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (00050/534/15)

*Le Conseil d'Administration.***EBERNO, Société Anonyme.**

Siège social: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxemburg B 43.283.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 13 février 1997 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (00051/534/15)

Le Conseil d'Administration.